

SESSION ORDINAIRE DE 2011

(Quatrième partie)

COMPTE RENDU

de la trentième séance

Mardi 4 octobre 2011 à 10 heures

Dans ce compte rendu:

1. Les discours prononcés en français sont reproduits in extenso.
2. Les interventions dans une autre langue sont résumées à partir de l'interprétation et sont précédées d'un astérisque.
3. Les interventions en allemand et en italien, in extenso dans ces langues, sont distribuées séparément.

Le sommaire de la séance se trouve à la fin du compte rendu.

La séance est ouverte à 10 h 5 sous la présidence de M. Çavuşoğlu, Président de l'Assemblée.

LE PRÉSIDENT* – La séance est ouverte.

1. Demande de statut de Partenaire pour la démocratie auprès de l'Assemblée parlementaire présentée par le Conseil national palestinien

LE PRÉSIDENT* – L'ordre du jour appelle la discussion sur la demande de statut de Partenaire pour la démocratie auprès de l'Assemblée parlementaire présentée par le Conseil national palestinien.

Nous entendrons successivement le rapport de la commission des questions politiques (Doc. 12711), puis l'avis de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme (Doc. 12738) et celui de la commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes (Doc. 12736).

Je vous rappelle, mes chers collègues, qu'à l'issue de la séance de ce matin, vers 13 heures, une cérémonie de signature sera organisée dans le foyer de l'hémicycle à laquelle participera notre invité.

Je vous rappelle également que l'Assemblée a décidé, au cours de sa séance d'hier matin, de limiter le temps de parole des orateurs à 4 minutes.

Enfin, je vous rappelle que nous devons en avoir terminé avec l'examen de ce texte, vote inclus, à 12 heures 45. Nous devons donc interrompre la liste des orateurs vers 12 heures 20, afin de pouvoir entendre la réplique de la commission et de procéder aux votes nécessaires.

Monsieur le rapporteur, vous disposez d'un temps de parole total de treize minutes, que vous pouvez répartir à votre convenance entre la présentation de votre rapport et la réponse aux orateurs.

La parole est à M. Kox.

M. KOX (*Pays-Bas*), *rapporteur de la commission des questions politiques** – Monsieur le Président, chers collègues de Palestine, chers collègues, je présente aujourd'hui un projet de résolution qui a été adopté à l'unanimité, le 6 septembre 2011 à Caserte, par la commission des questions politiques. Il tend à octroyer le statut de Partenaire pour la démocratie au Parlement palestinien, c'est-à-dire au Conseil national de Palestine.

La demande formulée par ledit Conseil répond en effet parfaitement aux conditions posées à l'article 60 de notre Règlement. Si l'Assemblée adopte ce projet de résolution, le Parlement palestinien

sera le deuxième parlement à bénéficier du statut de partenaire pour la démocratie, après celui du Maroc.

Dans la lettre qu'il a adressée à l'Assemblée parlementaire, le Président du Conseil national de Palestine écrit que les valeurs du Conseil de l'Europe sont aussi celles du Parlement palestinien, qu'il s'agisse des droits de l'homme, de la démocratie ou de l'Etat de droit. Dans cette même lettre, il s'engage à maintenir le moratoire *de facto* sur la peine capitale, à utiliser l'expertise de la Commission de Venise et de l'Assemblée, à créer les conditions nécessaires à la tenue d'élections libres et équitables dans le respect des normes internationales, à assurer une promotion active de l'égalité des chances entre hommes et femmes, à inviter l'Autorité nationale palestinienne à adhérer aux conventions et accords partiels pertinents du Conseil de l'Europe, à informer régulièrement l'Assemblée parlementaire de l'évolution des choses en ce qui concerne le respect des valeurs et principes du Conseil de l'Europe.

Compte tenu de ces engagements, la demande palestinienne répond aux conditions posées à l'article 60 du Règlement. Le 4 octobre 2010, l'Assemblée avait d'ailleurs indiqué qu'elle considérerait comme recevable une demande officielle du CNP pour l'obtention du statut de Partenaire pour la démocratie. Je suis heureux que le Président du CNP ait ensuite annoncé qu'il voulait moderniser et démocratiser les structures du mouvement.

Lors de la mission exploratoire que j'ai effectuée dans les Territoires palestiniens, j'ai rencontré la plupart des responsables politiques ainsi que des représentants des syndicats, de l'Union des femmes et de la société civile. Tous m'ont dit leur conviction que le statut de Partenaire pour la démocratie contribuerait à une évolution de la société vers plus de démocratie et, chose tout à fait essentielle, répondait aux attentes et aux aspirations du peuple palestinien.

Lors de ma mission sur place comme dans les rencontres qui ont suivi, on m'a répété sans relâche que ces attentes et aspirations étaient entravées par l'occupation étrangère et par les divisions internes. Il faudra régler ces deux problèmes pour assurer un avenir au peuple palestinien. J'espère donc, d'une part, que les négociations entre Israéliens et Palestiniens reprendront sous peu, et d'autre part, que la réconciliation entre les différentes factions politiques palestiniennes pourra être consacrée par un accord le plus rapidement possible.

L'octroi du statut de Partenaire pour la démocratie, c'est l'amorce d'une nouvelle relation entre le Conseil de l'Europe et le CNP. Le projet de résolution évoque à cet égard un certain nombre de questions clés pour l'avenir.

La formation d'un gouvernement en fait partie. Il va falloir organiser des élections législatives dans un an. C'est essentiel, mais ce n'est pas tout : il faut aussi garantir la liberté et le pluralisme des médias, la liberté de religion, la liberté d'association, refuser le terrorisme, renforcer les pouvoirs locaux et abolir la peine capitale. Nous en avons discuté avec nos collègues palestiniens et le projet de résolution en fait état.

La demande relève du droit souverain du Parlement palestinien, mais j'ai été très heureux de pouvoir en parler de manière constructive à la délégation israélienne de la Knesset. À Caserte, nous avons adopté le projet de résolution, donc approuvé l'exposé des motifs, et les représentants de la Knesset l'ont apprécié positivement. Je m'en réjouis vivement. J'espère que la participation du CNP, comme Partenaire pour la démocratie, au Conseil de l'Europe contribuera à améliorer la coopération entre les représentants palestiniens et la délégation israélienne au sein de notre Assemblée. J'espère aussi vivement que, sous peu, l'occupation israélienne cessera et que nous verrons deux Etats coexister en paix et dans la prospérité.

Il y a onze jours seulement, le Président Abbas était à New York pour demander à l'Onu l'adhésion d'un Etat palestinien comme membre à part entière. La décision est désormais entre les mains du Conseil de Sécurité, avant que l'Assemblée générale ne s'en saisisse. On a qualifié cette demande d'historique, on a dit qu'elle marquait le début d'un Printemps palestinien. Jeudi, le Président Abbas sera parmi nous, dans cet hémicycle. Il nous expliquera pourquoi son gouvernement a présenté cette demande, mais il parlera aussi des nouvelles relations entre notre Assemblée et son Parlement. Cet événement aussi peut être qualifié d'historique.

Ce nouveau partenariat correspond lui aussi à un printemps, le Printemps arabe, qui a fait émerger de nouvelles démocraties. A plusieurs reprises, nous avons salué le développement de la démocratie au Maghreb et au Proche-Orient. Nous examinerons aujourd'hui le rapport de M. Gardetto sur ce sujet. En amorçant un partenariat avec ces démocraties émergentes, nous faisons ce que nous avons toujours préconisé. En adoptant ce projet de résolution, nous porterons à deux le nombre de Parlements gratifiés du statut de Partenaire de la démocratie, en un an, depuis le début du Printemps arabe. Ce faisant, je suis convaincu que nous avons ouvert la voie à d'autres organisations qui noueront de nouvelles relations avec ces démocraties émergentes. Trop longtemps, trop souvent, l'Europe et la communauté internationale ont soutenu des gouvernements autoritaires au Proche-Orient et au Maghreb. Désormais, il nous est donné de montrer que nous sommes du côté de la démocratie.

Enfin, un Partenariat pour la démocratie est un accord mutuel, qui confère des droits et des obligations aux deux partenaires. Nous, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, devons veiller que nos collègues palestiniens en tirent pleinement parti. Je les invite à s'assurer que nous respecterons nos obligations, car nous ferons de même à leur endroit. C'est à cette seule condition que nous pourrions devenir de véritables Partenaires pour la démocratie.

LE PRÉSIDENT* – Monsieur Kox, vous disposerez de quatre minutes et quinze secondes pour répondre aux orateurs.

La parole est maintenant à M. Pourgourides, président de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme, saisie pour avis, pour quatre minutes.

M. POURGOURIDES (*Chypre*), *président de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme, saisie pour avis** – Je félicite M. Kox pour son excellent rapport qui traite de nombreuses questions politiques et juridiques à partir de la requête formulée par le Conseil national palestinien. La commission des questions juridiques est d'accord avec la commission des questions politiques : le Conseil national palestinien se conforme bien à l'article 60.2 de notre Règlement. Nous soutenons également le projet de résolution. Tout ce que feront les autorités palestiniennes pour s'inspirer des normes du Conseil de l'Europe et pour les promouvoir doit être encouragé.

Cela étant, le rapport et le projet de résolution le montrent très bien, il reste de gros progrès à réaliser dans plusieurs domaines et cela doit être fait rapidement. Ainsi, cinq personnes ont été condamnées à mort dans la bande de Gaza en 2011 : il faut abolir la peine de mort, en pratique comme dans la loi, dans toute la Palestine. En outre, il faut explicitement rejeter le recours au terrorisme et lutter activement contre celui-ci par des mesures respectueuses des droits de l'homme et de l'Etat de droit, comme le préconise notre amendement. Notre collègue Lord Tomlinson présentera d'ailleurs jeudi un projet de résolution sur ce sujet. En somme, le développement de la démocratie, de l'Etat de droit et des droits de l'homme en Palestine est en cours : mais des progrès restent à faire que le statut de Partenaire pour la démocratie devrait encourager. Ce statut implique des droits et des responsabilités : le Conseil national palestinien doit souscrire des engagements politiques. Il faut envisager de dresser dans deux ans le bilan des progrès accomplis.

Notre collègue Dick Marty l'a rappelé hier matin, tant que les problèmes de la Palestine ne seront pas résolus, la paix ne pourra régner dans la région. Je partage entièrement son avis, et j'espère donc que la résolution dont nous allons discuter sera un pas vers la paix. Pour cette raison, je vous invite à la voter.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M^{me} Hägg, rapporteure de la commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes, saisie pour avis, qui dispose de quatre minutes.

M^{me} HÄGG (*Suède*), *rapporteure pour avis de la commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes** – Je félicite moi aussi M. Kox pour son excellent rapport et je suis favorable à ce que le Conseil national palestinien bénéficie du statut de Partenaire pour la démocratie.

Les droits de l'homme, clé de voûte de notre organisation, constituent l'un des critères fondamentaux du processus d'accession à ce statut. Certes, en la matière, il reste beaucoup à faire dans les Territoires palestiniens : les femmes y sont confrontées à de nombreux défis, liés à leur culture et à leurs traditions ainsi qu'à l'occupation israélienne.

Il existe aussi de nombreuses lacunes en ce qui concerne les femmes dans la législation en vigueur dans les Territoires. Je pense au droit de la famille, au droit successoral et à la représentation politique, sans même parler de la violence contre les femmes, qui représente un type de violation de leurs droits extrêmement grave et très répandu. Toutefois, les autorités nationales palestiniennes semblent s'être sérieusement engagées à réformer.

Nous avons eu la possibilité de rencontrer M^{me} Rahiba Hamdan, ministre des affaires des femmes de l'Autorité nationale palestinienne. Elle nous a présenté le travail conduit par son gouvernement pour éliminer les inégalités entre les sexes dans les Territoires. Ce gouvernement a par exemple lancé une stratégie nationale intersectorielle, ainsi qu'un plan stratégique national pour lutter contre la violence à l'encontre des femmes pour la période 2011-2019. Ce sont déjà là des réalisations considérables.

Les autorités nationales palestiniennes ont signé unilatéralement la Convention des Nations Unies relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes. Ce geste politique revêt une importance particulière. Cependant, les femmes sont très touchées par le conflit. Pour autant, elles jouent un rôle éminent en faveur de l'édification de la paix. Elles sont par exemple très actives dans la société civile, des deux côtés de la barrière. J'ai rencontré deux femmes, Naomi Chazan et Sumaya Farhat-Naser, qui ont lancé pendant la première Intifada un partenariat entre les femmes palestiniennes et israéliennes, intitulé « Le lien de Jérusalem ». Les deux organisations partenaires mènent à bien, chacune de leur côté, un certain nombre de projets visant à répondre aux besoins des femmes de part et d'autre et mènent également des projets communs pour l'édification de la paix.

Les Palestiniens ont besoin de poursuivre leurs réformes et de renforcer leurs institutions démocratiques, comme l'a justement souligné M. Kox. C'est dans le cadre de ces institutions, mais aussi dans la société civile, que les femmes doivent trouver la place qui est la leur, fondée sur le principe de l'égalité dont nous faisons ici la promotion. Le statut de Partenaire pour la démocratie est un instrument de plus qui sera donné aux dirigeants des autorités palestiniennes pour avancer dans ce sens.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Hancock, au nom de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe.

M. HANCOCK (*Royaume-Uni*)* – Je souhaite la bienvenue à nos invités. Je félicite M. Kox pour son excellent rapport, ainsi que les deux rapporteurs pour avis pour leurs contributions. Ces travaux exposent clairement à l'Assemblée pourquoi il est si important que nous donnions aujourd'hui cette reconnaissance aux Palestiniens. Le fait que 47 Etats reconnaissent l'importance du Partenariat pour la démocratie représente un pas en avant considérable. En effet, c'est un message très important, qui doit franchir les frontières de l'Europe et arriver jusqu'au Conseil de Sécurité des Nations Unies, auquel il faut expliquer pourquoi et comment il devrait lui aussi répondre favorablement à la demande du peuple palestinien, exprimée par le biais de son Président.

J'ai le plaisir d'annoncer que mon groupe soutient unanimement cette demande, tout en sachant que l'enthousiasme de l'accueil d'une future coopération entre notre institution et l'Autorité palestinienne ne doit pas nous empêcher de rappeler les nombreux engagements que celle-ci devra honorer. Il faut qu'il y ait un équilibre : la main de l'amitié est tendue, mais nos interlocuteurs doivent prendre des engagements clairs et les respecter. Dans le passé, il a été trop facile pour certains de promettre beaucoup sans rien faire après.

Depuis 60 ans, les Palestiniens ne demandent rien de plus que ce que nous considérons tous comme normal, c'est-à-dire le droit de vivre confortablement et en sécurité à l'intérieur des frontières de son pays, d'avoir un endroit que l'on peut considérer comme étant sa patrie. L'Etat palestinien devrait exister depuis longtemps. Nous devons donc nous féliciter de toute mesure allant dans le sens de sa création. Il ne sert à rien de se retourner sans cesse vers le passé et de se lamenter sur les opportunités ratées depuis 60 ans. On sait bien que les Palestiniens ont longtemps été ignorés, sinon oubliés. Trop longtemps, la communauté internationale n'a pas fait assez pour ce peuple. Mais aujourd'hui, nous avons la possibilité de contribuer à faire ce qu'il faut. Pour cela, le partenariat constitue une étape importante, qui aurait dû être franchie depuis longtemps.

Je suis ravi de constater que de nombreux engagements ont été pris par nos amis palestiniens. Nous avons aussi notre rôle à jouer, dans nos parlements respectifs, pour que nos gouvernements suivent l'exemple donné par cette assemblée. Nous devons leur dire de faire ce qu'il faut pour la première fois depuis bien longtemps en faveur du peuple palestinien. Personne ici ne serait heureux de vivre dans les mêmes conditions que ce peuple. Pourtant, il faut rencontrer les gens qui connaissent la beauté de ce pays et le sens de l'hospitalité de ses habitants. Ces gens ont besoin d'une vraie démocratie. Il faut également leur donner la possibilité de s'épanouir. Trop d'obstacles artificiels ont été opposés à leurs attentes, alors même que nous trouvons celles-ci parfaitement naturelles.

Il n'y a plus de possibilité de se cacher : la diplomatie doit trouver une solution équitable à la question palestinienne. De leur côté, les Palestiniens doivent aussi répondre par autant d'équité. Nous attendons d'eux ni plus ni moins que ce qu'ils demandent de nous, à savoir que chacun ait la possibilité de vivre en sécurité dans un pays qu'il puisse véritablement considérer comme le sien, sans risque d'invasion, d'occupation ou d'ingérence. La Palestine doit avoir la chance de s'épanouir. Je n'ai pas le moindre doute : si les Palestiniens ont cette chance, ils s'engageront dans la bonne voie.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Clappison, au nom du Groupe démocrate européen.

M. CLAPPISON (*Royaume-Uni*)* – Au nom du Groupe démocrate européen, je voudrais saluer chaleureusement le travail du rapporteur. Nous abordons un sujet sur lequel notre assemblée peut s'exprimer d'une seule voix. Je partage à cet égard les sentiments exprimés par M. Hancock, par le rapporteur et les rapporteurs pour avis : c'est une grande journée pour l'Assemblée, et le travail qui a été accompli est exemplaire de ce que nous devons faire.

Nos invités vont devenir des partenaires. Je leur tends une main très amicale et les accueille volontiers ici. Comme on l'a déjà dit, ils s'engagent dans un programme ambitieux. Pour le réaliser, nous devons travailler ensemble. Des progrès ont déjà été réalisés, même s'il faut encore aller plus loin.

Je voudrais insister sur un élément du projet de résolution dont M. Pourgourides a parlé tout à l'heure. Comme il en est fait état dans le rapport, il faut rejeter le recours au terrorisme. Par ailleurs, il faut absolument libérer le soldat Gilad Shalit, kidnappé alors qu'il servait son pays et dont la famille attend la libération. Il est détenu dans des conditions inhumaines. Certes, je sais que si cela dépendait de nos invités, il serait libéré dès demain. Mais j'y insiste : il faut tout mettre en œuvre pour obtenir cette libération, qui constituerait une étape importante pour dynamiser le processus de paix.

C'est au travers de ce processus que les aspirations légitimes du peuple palestinien pourront être satisfaites avec deux Etats vivant côte à côte.

Cette étape est une percée. Elle va permettre d'aller dans le sens du processus de paix que j'ai rappelé à l'instant. C'est une étape importante, essentielle. Le travail avec vous, concernant ce projet de résolution, consiste à répondre à ce programme ambitieux, exhaustif. C'est vraiment cela que l'Assemblée doit mettre en œuvre. L'Assemblée, à plusieurs reprises, a plutôt ratissé large. Ici, on met dans le mille. On a ciblé l'approche. C'est vraiment le type de travail que l'on doit réaliser.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M^{me} Groth, au nom du Groupe pour la gauche unitaire européenne.

M^{me} GROTH (*Allemagne*)* — Je félicite Tiny Kox pour son excellent rapport. J'espère qu'il sera adopté par une large majorité des membres de cette Assemblée.

M. Kox a souligné combien il est important que les gouvernements européens se prononcent en faveur d'une reconnaissance de l'Etat palestinien et qu'ils se battent pour y parvenir. Je ne peux qu'abonder dans ce sens. J'espère que l'on pourra faire pression sur mon propre gouvernement, que cette pression vienne de l'Europe ou d'ailleurs, pour insister sur l'urgence de la reconnaissance de l'Etat palestinien. Ce sera la voie royale vers la paix au Proche orient.

Je suis quand même assez sceptique. J'ai lu aujourd'hui que les Etats-Unis avaient lancé un avertissement aux Palestiniens : toute tentative pour contourner des négociations avec Israël aurait des conséquences sur l'aide américaine aux Palestiniens. Les Etats-Unis et mon gouvernement disent que les Palestiniens et Israël doivent retourner à la table des négociations pour la reconnaissance de l'Etat palestinien. Mais cela fait 60 ans que l'on négocie. Pourtant il y a toujours plus de colonisation, toujours plus d'implantations.

Depuis l'an dernier, Israël a intensifié la destruction de maisons de Palestiniens. On veut déraciner 30 000 Bédouins dans le désert du Néguev. El-Arakib est un village bédouin connu dans le monde entier qui a été détruit 26 fois ! Imaginez les implications sur le moral, sur l'état psychique des habitants. Il règne un sentiment de désespoir sans pareil. Il faut absolument arrêter cela, car ce n'est pas tolérable.

Israël est lié à l'Union européenne, au Conseil de l'Europe. Il a conclu des engagements écrits et il doit assumer ses responsabilités. Il est inadmissible qu'il continue d'agir ainsi, car il n'y aura pas de paix. Si les Etats-Unis ou l'Allemagne menacent de fermer le robinet de l'aide aux Palestiniens pour qu'ils reviennent à la table des négociations, ce ne sera pas une contribution à la paix.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Sasi, au nom du Groupe du Parti populaire européen.

M. SASI (*Finlande*)* — Monsieur le Président, au nom de mon groupe, je félicite Tiny Kox pour son excellent rapport.

Notre objectif en Europe est bien d'atteindre la paix et la prospérité. C'est ce que nous faisons avec la démocratie, les droits de l'homme et l'Etat de droit. Ces concepts peuvent être transposés au Moyen-Orient et ils devraient fonctionner.

Nous sommes à un moment où le Moyen-Orient évolue dans le sens de la démocratie, de l'Etat de droit, des constitutions qui garantissent les droits de l'homme. En Libye, les fleurs de la démocratie commencent à éclore. Nous espérons qu'il en sera de même en Syrie.

Je tiens à saluer les engagements du CNP qui veut faire siennes les valeurs si importantes pour nous en Europe : la démocratie, l'Etat de droit et les droits de l'homme.

Nous ne devons pas toujours nous demander ce que les autres peuvent faire pour nous, mais ce que nous, pouvons faire. Le Conseil de l'Europe peut très certainement aider au bon déroulement du processus qui se déroule actuellement. Nous pouvons avoir recours à la Commission de Venise pour entretenir des rapports utiles et participer au travail du Conseil. Le Conseil de l'Europe a adopté plusieurs conventions qu'il faut approfondir. Elles peuvent être utiles aux parties contractantes.

Je rappelle les engagements du Conseil national palestinien : des élections libres et équitables, le respect des droits de l'homme incluant l'égalité entre les femmes et les hommes, l'abolition de la peine de mort, la liberté de religion.

Le rapport mentionne une affaire très importante pour nous, la libération du soldat Gilad Shalit. Si elle intervient, ce sera un signe important pour le Conseil de l'Europe.

Bien entendu, l'indépendance du système judiciaire est indispensable. Les décisions prises par les tribunaux doivent être impartiales. Il importe que les engagements que vous allez prendre

aujourd'hui, chers collègues palestiniens, soient de véritables engagements. Il faudra informer régulièrement le Conseil de l'Europe qui suivra de très près les progrès dans leur application. Dans deux ans, nous ferons le bilan des engagements pris et des décisions mises en œuvre. J'espère que nous constaterons de nombreuses avancées que nous serons heureux de vous avoir aidé à réaliser et que le Conseil mettra en place un programme pour aider à atteindre cet objectif.

J'ajoute qu'il importe aujourd'hui au Moyen-Orient d'éradiquer toutes les formes de terrorisme et de coopérer avec le Quartet en vue de négocier. La négociation est toujours préférable à une totale absence de discussion. Travaillez dans un esprit de totale coopération car vous savez qu'une grande partie du monde veut vous aider.

Mesdames et Messieurs, le statut de Partenaire pour la démocratie ne permet pas de reconnaître l'Etat palestinien, mais il permet de vous aider à atteindre cet objectif. Un Etat démocratique est beaucoup plus facilement garanti grâce à un tel statut. Je vous souhaite un plein succès.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Gross, au nom du Groupe socialiste.

M. GROSS (*Suisse*)* – Les sociaux-démocrates se joignent à tous ceux qui ont félicité le rapporteur pour son travail. Non seulement il est excellent, mais il tombe à point nommé et permet à ceux d'entre nous qui ont été déçus par ce qui s'est passé aux Nations Unies de renforcer leur message. A cet égard, je souscris aux propos de M. Clappison en soulignant que c'est une occasion qui est donnée à notre assemblée d'affirmer que nous voulons deux peuples, deux Etats et deux démocraties. C'est notre contribution au renforcement de deux démocraties dans le respect mutuel des minorités, lequel est nécessaire dans toute société moderne. Aucune société n'est homogène. Toutes nos sociétés sont multiculturelles, ce qui suppose respect et protection de la minorité.

Ce Partenariat doit vous encourager, vous soutenir, vous renforcer dans la voie du respect de tous les principes que nous considérons comme essentiels, mais il doit également vous aider à unir les communautés et la région. Il n'y a pas d'autre solution que d'établir des démocraties fortes pour espérer trouver la paix avec les autres.

C'est pourquoi, au sein de mon groupe, nous nous félicitons de ce Partenariat et nous pensons que s'il est le deuxième à être signé après celui avec le Maroc, ce n'est pas effet du hasard : il est aussi l'expression de l'avènement du Printemps arabe. Nous sommes convaincus que c'est une passerelle vers d'autres partenariats avec la Tunisie et peut-être l'Egypte. C'est un engagement commun, un message commun. Nous sommes ravis que vous sachiez qu'il signifie que nous avons, tous ensemble, des missions, des devoirs, des obligations au service de votre région, de votre peuple mais également au service de la paix pour tous. Comme l'a dit M. Hancock, nous avons l'obligation de faire plus, de faire mieux et nous avons besoin de la participation de tous !

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Salles.

M. SALLES (*France*). – Monsieur le Président, mes chers collègues, je tiens à féliciter le rapporteur, M. Tiny Kox, pour son rapport, dont je soutiens une grande partie des orientations, sachant que le statut de Partenaire pour la démocratie n'implique pas une reconnaissance implicite d'un Etat palestinien par notre instance, qui n'en aurait, d'ailleurs pas, la légitimité.

Je me réjouis en tant que Président honoraire de l'Assemblée parlementaire pour la Méditerranée de cette démarche du Conseil national palestinien auprès de notre Assemblée. Je tiens à préciser que des représentants du Conseil national palestinien siègent déjà à l'Assemblée parlementaire pour la Méditerranée.

J'ai toujours été un fervent défenseur des instances de dialogue internationales, seules à même de permettre une véritable entente entre pays pour promouvoir une paix durable.

Si je reprends l'exemple de l'Assemblée parlementaire pour la Méditerranée, les délégations palestiniennes et israéliennes ne s'adressaient plus la parole, le dialogue interparlementaire les a conduites à reprendre un dialogue interrompu, et nous ne pouvons que nous en réjouir.

Pour autant, l'octroi du statut de Partenaire pour la démocratie se heurte selon moi à certaines déclarations formulées à la tribune des Nations Unies qui laissent entendre que le futur Etat palestinien ne compterait pas de Juifs sur son territoire. Cette orientation discriminatoire sur des critères religieux est contraire à nos principes.

Les pourparlers entre Israël et la Palestine sont au point mort.

L'initiative prise par M. Mahmoud Abbas de demander la reconnaissance unilatérale d'un Etat palestinien, si elle a le mérite d'obliger la communauté internationale à essayer de rallumer la flamme éteinte des pourparlers de paix, pourrait être également l'étincelle qui mettra le feu aux poudres si les espoirs qu'elle a suscités restent lettre morte.

Le rapport se félicite de la réconciliation entre les autorités palestiniennes de la bande de Gaza et de Cisjordanie. La réalité me semble beaucoup plus nuancée. En effet, l'impossibilité d'un véritable dialogue entre le Fatah et la frange dure du Hamas conduit à la prudence et à différer la reconnaissance de la Palestine comme Etat souverain. Comment reconnaître un Etat dont les autorités légitimes sont en désaccord sur l'issue même du processus de paix ? Comment reconnaître un Etat lorsqu'une partie du Hamas se refuse à reconnaître l'existence d'Israël, se refuse d'abandonner la violence et refuse également de reconnaître les accords passés par l'Autorité palestinienne ?

Les exigences du Quartet, dont un retour aux frontières de 1967 et le droit pour Israël à la paix et à la sécurité, sont les seules à même de garantir une reconnaissance par la communauté internationale de la Palestine comme Etat souverain.

Néanmoins, les exigences posées ne sauraient s'adresser à la seule autorité palestinienne, et il va de soi que le Gouvernement israélien ne peut continuer de jouer l'intransigeance.

Le Printemps arabe est une chance inespérée pour Israël d'assurer sa sécurité avec des voisins qui aspirent à une gouvernance démocratique. Les démocraties aspirent à la paix. Les gouvernements autoritaires ne pourront plus, dès lors, instrumentaliser leur population avec ce conflit pour asseoir leur autorité.

Le choix fait aujourd'hui par le Conseil national palestinien, devant notre Assemblée, est donc un pas dans la bonne direction.

Je voudrais évidemment m'associer à tout ce qui a été dit concernant la libération de Gilad Shalit qui, je le rappelle, est un ressortissant franco-israélien retenu aujourd'hui depuis près de six ans dans les geôles du Hamas, quelque part dans la bande de Gaza, sans que personne, pas même les associations humanitaires, en ait la moindre nouvelle

Ne laissons pas le vent de la discorde souffler alors que le Printemps arabe sème déjà les germes d'une transition démocratique qui ne pourra être que bénéfique à la reprise des pourparlers de paix.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Rustamyan.

M. RUSTAMYAN (*Arménie*) – Je souhaite féliciter M. Kox pour son excellent rapport. La proposition de demander un statut de Partenaire pour la démocratie auprès de l'Assemblée parlementaire est un véritable moyen d'encourager le renforcement des principes démocratiques, surtout dans une zone de conflit.

Cette demande du Conseil national palestinien revêt une importance particulière, car l'obtention de ce statut est indépendante de la reconnaissance d'un Etat palestinien. C'est un précédent qui mérite d'être étudié beaucoup plus attentivement. La Palestine n'est ni membre du Conseil de l'Europe ni de l'Onu, et son indépendance n'est donc pas encore reconnue. En tout cas cette démarche est significative et elle aura sans aucun doute des conséquences positives sur le règlement de ce conflit. Déjà la présence simultanée, ici, au sein de l'Assemblée parlementaire, de toutes les parties au conflit, d'Israël et de la Palestine, crée les conditions favorables au lancement d'un dialogue constructif entre elles et en conformité avec les principes et normes du Conseil de l'Europe.

De plus, cela peut et doit servir d'exemple afin d'établir le rôle spécifique du Conseil de l'Europe dans d'autres conflits, notamment dans celui du Haut-Karabakh. Tout d'abord, le Conseil de l'Europe doit renoncer à tout prix à l'organisation de tout débat avant de s'assurer de la participation de toutes les parties concernées. Effectivement, s'agissant du Kosovo, le rapport d'activité du Bureau, présenté ici en octobre de l'année dernière, indiquait clairement que les représentants élus à l'Assemblée du Kosovo pourraient être invités à assister aux réunions des commissions chaque fois qu'une question concernant directement le Kosovo serait à l'ordre du jour. Dans le même rapport, l'Assemblée se demandait si la représentation au sein de l'Assemblée parlementaire des communautés septentrionales de Chypre et de Palestine constituait un précédent eu égard à la décision à prendre, et, enfin si cette décision aurait des conséquences pour d'autres questions de dialogue, représentation et reconnaissance, notamment dans la partie septentrionale de Chypre, le Haut-Karabakh, la Transnistrie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud.

Je n'ai naturellement pas l'intention de traiter tous ces conflits mais, concernant celui du Haut-Karabakh, il est évident que le Conseil de l'Europe pourrait aussi contribuer positivement à son règlement si au lieu de réanimer la sous-commission ad hoc sur le Haut-Karabakh, il cherchait à proposer un statut de représentant légitime du Haut-Karabakh et assurait sa participation à part entière dans les débats concernant directement ses intérêts.

Les précédents que j'ai cités et celui de la Palestine facilitent singulièrement cette tâche. Il nous reste à manifester cette volonté politique.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Rochebloine.

M. ROCHEBLOINE (*France*) – Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais tout d'abord féliciter le rapporteur pour son excellent travail.

Au moment où nous nous apprêtons à examiner la demande de statut de Partenaire pour la démocratie présentée par le Conseil national palestinien, comment ne pas nous réjouir, avant toute autre considération, de la reconnaissance que traduit cette démarche pour notre rôle dans la promotion des droits de l'homme et la lutte pour la paix ?

Il y a quelques jours, nous avons pu assister au débat au cours duquel l'Autorité palestinienne présentait sa demande d'adhésion à l'Onu. Les enjeux d'aujourd'hui ne sont pas de même nature et de même ampleur. Mais, comme à New York, il est nécessaire, avant de se prononcer, d'avoir présents à l'esprit quelques points de l'évolution du problème palestinien au cours des dernières années.

Evolution est d'ailleurs un mot faussement neutre : c'est plutôt de dégradation de la situation faite aux Palestiniens et à leurs institutions politiques dont il faudrait parler.

Il est loin le temps des accords d'Oslo de 1993 qui paraissaient ouvrir la voie, certes appelée à être ardue, pour l'établissement d'une paix durable, attendue et nécessaire après des dizaines d'années d'affrontements, de violences et de haine.

Depuis, force est de constater que le Gouvernement israélien n'a rien fait pour consolider la réalité politique sur laquelle étaient fondés les accords d'Oslo. Il s'est au contraire ingénié à réduire par tous les moyens l'assise de la représentation politique palestinienne, qu'il avait paru reconnaître. Il exerce en Cisjordanie une action continue d'occupation, de contrôle et de restriction. Avec au moins sa bienveillance passive, les implantations de colons continuent en territoire officiellement palestinien ; il inflige aux Palestiniens l'humiliation du mur de séparation, selon un procédé auquel s'attachent, dans l'histoire, de tristes connotations.

Cette politique sécuritaire à courte vue n'est pas pour autant un gage d'efficacité. Les dépenses qu'elle entraîne et les sacrifices qu'elle provoque ont suscité en Israël des manifestations qui font comme un écho paradoxal au Printemps arabe. La misère entretenue par l'occupation ou par le blocus en Cisjordanie comme à Gaza est un puissant facteur de cristallisation du ressentiment, source d'une violence endémique.

Je suis personnellement favorable à l'accession du Conseil national palestinien au statut de Partenaire pour la démocratie. Certes cette décision ne changera pas, à elle seule, le cours des choses. Mais nous ouvrons ainsi à la Palestine un espace de dialogue, n'excluant pas questions et critiques, mais dans un climat de considération qui manque trop actuellement. Si nous discutons avec respect, nous pourrions faire valoir notre point de vue sur les aspects de la réalité palestinienne que nous comprenons mal. Cela est de beaucoup préférable à l'attitude persévérante d'isolement et d'étouffement que poursuit l'actuel Gouvernement israélien, sans autre bénéfice provisoire que de différer, au prix de lourds sacrifices, l'inéluctable triomphe des faits.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Badré.

M. BADRÉ (*France*) – Monsieur le Président, mes chers collègues, l'octroi du statut de Partenaire pour la démocratie au Conseil national palestinien constitue une étape exigeante sur la voie de la reconnaissance d'un Etat palestinien. Elle constitue un signal symboliquement fort en direction d'une relance de négociations sérieuses. Il existe en Palestine une volonté de dépasser la violence et de promouvoir le dialogue intercommunautaire. C'est cette aspiration que l'octroi du statut de partenaire pour la démocratie met en avant et à laquelle il souhaite apporter écho concret et fort.

La réunion des donateurs internationaux organisée le 13 avril dernier a conclu que l'Autorité palestinienne avait franchi un cap pour devenir un Etat fonctionnel. L'octroi du statut de Partenaire pour la démocratie entend accompagner la dynamique qui a été ainsi ouverte.

Il ne s'agit ni de reconnaissance ni de blanc-seing. Nous devons rester vigilants face aux extrémistes qui pourraient être tentés de récupérer, voire d'instrumentaliser, un label donné par le Conseil de l'Europe. Le Partenariat pour la démocratie rappelle ce que sont les devoirs que devra impérativement prendre en compte le Conseil national palestinien.

L'élan démocratique qui pourra être ainsi donné devra évidemment se traduire clairement au niveau du discours du Hamas.

Le respect des droits de l'homme est une condition première pour une intégration de la Palestine au sein des institutions internationales. L'exclusion ou l'intolérance doivent être bannies. Les drames que

vit la région ne justifient pas tout. En démocratie, la culture du ressentiment ne peut jamais servir un programme électoral vraiment tourné vers l'avenir.

A la fin d'*Electre*, une pièce du dramaturge français Jean Giraudoux, une femme s'interroge sur le mot à même de qualifier une situation d'urgence, une situation dans laquelle « tout est gâché, tout est saccagé, qu'on a tout perdu, que la ville brûle, que les innocents s'entre-tuent ». Dans la pièce, on est à l'heure où le jour se lève. J'aime que l'auteur demande à un mendiant qui passait là de qualifier cette situation. Celui-ci l'appelle alors « l'aurore ». Puisque nous sommes au Proche-Orient, cœur des religions du Livre, on pourrait aussi l'appeler « l'Espérance ». Je ne crois pas à une quelconque fatalité du désastre pour la région. Il appartient simplement – même si cela apparaît encore énorme – aux hommes de bonne volonté des deux camps de concilier droit à la sécurité et droit à la terre, de réaffirmer le droit pour chacun de vivre en paix sur la terre de ses parents.

Au-delà de la nécessaire dénonciation des formes d'action choisies par les uns ou les autres, l'Europe doit réaffirmer en priorité son soutien à toutes les victimes. La prise en compte de leurs souffrances doit toujours rester au cœur de la démarche du Conseil de l'Europe dans la région. Des populations bombardées ou agressées n'aspirent en effet d'abord à rien d'autre qu'à la paix !

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Aivaliotis.

M. AIVALIOTIS (*Grèce*) – Je voudrais tout d'abord féliciter le rapporteur. Il est bien connu que le Conseil de l'Europe a joué un rôle très important dans le déroulement des élections en Palestine en 2006. Je suis donc favorable à l'octroi du statut de Partenaire pour la démocratie au Conseil national palestinien.

Les Palestiniens doivent bénéficier d'une certaine sécurité pour pouvoir se développer. Il est évident qu'il existe de nombreux problèmes, et nous sommes tous d'accord pour dire qu'ils ont beaucoup souffert. Cependant, ce peuple doit également donner la possibilité aux Israéliens de vivre en sécurité à l'intérieur de leurs frontières. Les Israéliens ne doivent pas avoir peur du terrorisme.

Nous sommes en 2011 et nous parlons toujours des mêmes problèmes. Nous n'avons pas réussi à promouvoir la vie commune de ces deux pays. La paix sans justice n'est pas possible. Il faut de la stabilité dans la région.

La situation s'aggrave en Méditerranée, du fait de l'agressivité de la Turquie. Israël a un accord avec Chypre pour exploiter les gisements dans la région. Malheureusement, la Turquie aggrave la tension dans la région, en disputant ce droit à Israël et à Chypre, en envoyant des navires et des avions. Nous devons condamner cette agressivité des Turcs qui peut enflammer la Méditerranée.

L'agressivité conduirait à des conflits entre la Turquie, Israël, Chypre et la Grèce. C'est pourquoi la Turquie ne doit pas continuer à occuper illégalement 40 % de Chypre mais doit changer de position.

M. Walter, *Vice-Président, remplace M. Çavuşoğlu au fauteuil présidentiel.*

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Avital, observateur d'Israël.

M. AVITAL (*observateur d'Israël*)* – Au nom de la Knesset, Parlement de l'Etat d'Israël, j'aimerais témoigner de notre espoir que les engagements pris par les Palestiniens deviendront réalité et agiront dans l'intérêt du bien-être de la population palestinienne, mais aussi de la paix et de la réconciliation entre nos deux nations.

Nous aimerions également témoigner de notre respect pour le travail effectué par la commission des questions politiques et par son rapporteur, M. Kox.

Le rapport évoque le sort réservé à Gilad Shalit, qui est captif des Palestiniens depuis six ans, privé de ses droits les plus fondamentaux et sans même pouvoir bénéficier d'une visite d'un représentant de la Croix-Rouge internationale. Sa libération doit faire partie selon moi des engagements que les Palestiniens devront prendre en accédant au statut de Partenaire pour la démocratie.

Ce n'est un secret pour personne, au sein du Parlement et de la société israéliennes, d'aucuns appellent à la prudence pendant que d'autres sont ouvertement hostiles à la décision qui est sur le point d'être prise. Que les choses soient claires, en qualité de chef de la délégation israélienne de la Knesset, j'ai le mandat de transmettre au nom de notre Parlement et de la société israélienne le message d'espoir et la conviction que cette étape sera un élément positif pour la société palestinienne, ouvrera pour plus de démocratie et sera utile au processus de paix comme aux négociations entre nos deux nations. Je saisis l'occasion pour encourager les Palestiniens à y participer. Les idéaux démocratiques que nous défendons tous exigent un processus permanent ; les Israéliens le savent bien : il suffit de considérer les événements récents survenus dans leur pays.

Nous remercions les Palestiniens d'avoir accepté cet engagement qui est lourd ; je leur souhaite bien du succès dans cette entreprise. Pour moi, il ne fait aucun doute que le renforcement des fondements démocratiques de la société palestinienne formera une étape utile au processus de paix et qu'il œuvrera à la résolution du conflit entre nos deux nations.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Vrettos.

M. VRETTOS (*Grèce*)* – M. Kox a préparé un excellent rapport, et le projet de résolution est particulièrement intéressant.

En prenant notre décision, le CNP deviendra Partenaire pour la démocratie auprès du Conseil de l'Europe, ce qui est susceptible d'aider la Palestine à devenir un Etat libre et indépendant. Mais au sein du Conseil de l'Europe, ce qui compte, ce ne sont pas tant les chances politiques des différents Etats membres, mais bien les obligations des leaders politiques de respecter les droits fondamentaux politiques et sociaux des citoyens. Selon moi, les responsables palestiniens devraient tenir compte davantage des engagements stipulés dans l'article 12 du projet de résolution.

Nous allons accepter les autorités palestiniennes au sein de notre Organisation, mais, bien plus important, nous allons contribuer au dialogue entre deux communautés qui tentent de trouver une solution permanente et stable. C'est pourquoi ce rapport et notre décision sont essentiels.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Gardetto.

M. GARDETTO (*Monaco*) – Je tiens à m'associer aux félicitations qui ont été adressées à M. Kox pour son rapport très intéressant et fort bien étayé.

Cette proposition de statut de Partenaire pour la démocratie se place dans le contexte particulier des révolutions arabes qui occupent l'actualité politique au Proche-Orient. Le sort de la Palestine joue un rôle déterminant dans la stabilisation de la région. À cet égard, le Conseil de l'Europe dispose d'outils précieux pour favoriser le dialogue, la démocratie et le respect des droits humains.

En créant le statut de Partenaire pour la démocratie, notre Assemblée a en effet souhaité favoriser la coopération institutionnelle avec les parlements non membres qui souhaitent bénéficier de son expérience et participer aux débats sur des enjeux communs dépassant les frontières européennes.

Certes, le rapport souligne à juste titre la nécessité de consolider les institutions démocratiques, l'Etat de droit et le respect des droits de l'homme en Palestine. Mais, précisément, l'octroi du statut de Partenaire pour la démocratie sera un encouragement à poursuivre le dialogue et la coopération dans ces domaines. Il s'agit d'une belle opportunité pour notre institution de partager son expérience et son savoir-faire en matière de transition démocratique.

Il convient d'ailleurs de rappeler ici l'engagement officiel du Président du Conseil national palestinien de continuer à travailler à la réalisation de ses engagements, tels que définis dans la Résolution 1680 (2009) de notre Assemblée.

L'accord du Caire du 4 mai dernier entre les représentants du Fatah et du Hamas est à cet égard un signe positif. Avec la formation d'un gouvernement de transition composé de personnalités indépendantes et l'organisation d'élections présidentielles et législatives dans un délai d'un an, cet accord de réconciliation doit faire avancer la démocratie et le respect des droits humains sur l'ensemble du territoire palestinien.

Le processus de coopération renforcée, auquel contraint le statut de Partenaire pour la démocratie, qui n'est en rien un chèque en blanc, permettra d'assurer un suivi critique des réformes attendues et annoncées par les responsables palestiniens.

Je me réjouis du rapprochement de notre Organisation avec le Conseil national palestinien, je me réjouis que nous partagions les valeurs de démocratie, de l'Etat de droit et les droits de l'homme. C'est en mettant en œuvre ces valeurs que nous favoriserons la paix dans cette région malheureusement si tourmentée. Une telle démarche s'inscrit dans la volonté générale de notre Organisation de nous rapprocher des démocraties émergentes des pays arabes. Je souhaite que le statut que nous nous apprêtons à accorder au Conseil national palestinien soit suivi par une démarche équivalente avec la Tunisie, l'Egypte et pourquoi pas avec la Libye une fois que ces pays auront achevé leur processus de transition démocratique.

Le Conseil de l'Europe a un rôle à jouer dans cette période historique qui affecte le monde arabe. C'est la raison pour laquelle je voterai avec plaisir et un grand espoir l'accès de la Palestine au statut de Partenaire pour la démocratie.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M^{me} Trettebergstuen.

M^{me} TRETTEBERGSTUEN (*Norvège*)* – Aujourd'hui, nous approuvons cet excellent rapport et nous apprêtons à accueillir les Palestiniens comme Partenaires pour la démocratie. Nous reconnaissons les progrès de l'Autorité palestinienne sur la voie de la construction d'un Etat de droit et d'institutions démocratiques. Ces dernières années, et tout récemment encore, la Banque mondiale et le FMI ont souligné ces grands progrès. Cela améliore, bien sûr, la sécurité et les conditions de vie en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, ce qui est assez remarquable.

Cependant, si les institutions ne sont plus contestées, cela ne se traduit pas dans la réalité sur le terrain. Les effets de l'occupation israélienne sapent l'économie palestinienne. On constate aussi une grande lassitude des donateurs pour aider à améliorer la situation des Palestiniens en matière de droits de l'homme et, plus généralement, de démocratie. Israël doit assumer ses responsabilités pour que la société palestinienne, son économie et sa démocratie puissent fonctionner. Les restrictions doivent être relâchées pour permettre aux investissements de se faire et qu'il soit possible de se déplacer afin que la société palestinienne puisse, enfin, fonctionner. Cela n'a pas pu être le cas depuis des années.

Il est tout à fait navrant d'entendre que, la semaine dernière, le gouvernement israélien a décidé de construire un millier de bâtiments dans Jérusalem Est. Nous avons proposé de nouvelles négociations en demandant aux deux partis d'éviter tout acte provocateur. Ces implantations, illégales au regard du droit international, hypothèquent bien évidemment les efforts de négociation pour la paix.

L'avenir des Palestiniens, la question des frontières, des réfugiés ou encore celle de Jérusalem Est ne se résoudront que par le truchement de négociations qui seules permettront d'aboutir. Les autorités palestiniennes ont déjà réussi à faire beaucoup ; elles ont su résister à la crise économique, quand certains Etats membres de l'Union européenne ne réussissaient pas à passer ce test de résistance. Il s'agit maintenant d'arriver à améliorer la situation sur le terrain en matière de droits de l'homme, malgré des marges de manœuvre très restreintes.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Ghilechi.

M. GHILECHI (*Moldova*)* – Je voudrais féliciter M. Kox pour son rapport de bonne facture et exhaustif. Je puis vous assurer qu'au Parlement moldave, il m'est rarement arrivé de féliciter un collègue du Groupe de la Gauche unitaire européenne.

Je tiens à féliciter également le Conseil national palestinien. Il sera notre deuxième partenaire à accéder à ce statut dont le Parlement marocain a été le premier à bénéficier en début d'année. Il est très positif d'entendre que le Parlement israélien soutient cette demande. Nous avons pris note des engagements très forts pris par le CNP dans sa lettre adressée à notre Assemblée.

À ce propos, je pense qu'il faudra impliquer fortement les autorités palestiniennes dans le processus de réforme, car l'idée est d'asseoir la démocratie, l'Etat de droit et le respect des droits de l'homme ainsi que les libertés fondamentales dans les territoires palestiniens. Un élément me paraît important à cet égard, à savoir qu'il faut assurer le respect des libertés de religion, de conviction, y compris le droit de changer de religion. Le droit d'association doit également être garanti.

Le défi est de taille, je le sais. Assurer le respect total de ces libertés est réellement difficile, mais je suis convaincu que cela vaut la peine d'aller dans ce sens et j'espère que le statut de Partenaire pour la démocratie sera un encouragement à aller dans la bonne direction.

Une coexistence pacifique de toutes les religions, y compris les groupes minoritaires au centre même des trois religions mondiales principales, doit être la clé de la paix au Proche-Orient. Si l'on prend la question au plan général, on voit que cette paix est essentielle pour le monde actuel.

En conclusion, j'en appelle au CNP pour qu'il soit ouvert et qu'il aborde toutes les questions précitées, dont celles énumérées dans le projet de résolution, afin d'assurer une mise en œuvre complète des engagements politiques souscrits.

Il y a dix jours, je suis allé en Israël. Je me suis même rendu en Cisjordanie et j'ai vu que l'aspiration à la paix, à la prospérité, est très forte. Au cours des deux prochaines années, il sera essentiel de promouvoir des réformes politiques et juridiques, notamment des réformes visant à assurer le respect de la liberté de conscience et de religion.

En dépit des difficultés et des problèmes, il y a là, je pense, un espoir pour les peuples du Proche-Orient et je me réjouis de ce partenariat qui sera efficace et positif entre le Conseil national palestinien et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M^{me} Memecan.

M^{me} MEMECAN (*Turquie*)* – C'est un grand plaisir pour moi de pouvoir assister à ce débat historique sur la demande des représentants du Conseil national palestinien que celui-ci devienne Partenaire pour la démocratie. Je remercie le rapporteur ainsi que la commission des questions politiques d'avoir préparé ce débat.

Je suis tout à fait favorable à l'octroi du statut de Partenaire pour la démocratie au Conseil national palestinien, et je félicite ce dernier pour son courage, sa vision et pour son engagement ferme pris d'améliorer la vie des Palestiniens en renforçant les principes que nous défendons. Une coopération étroite entre le Conseil de l'Europe et le Conseil national palestinien ne peut que renforcer la confiance du CNP et rétablir la dignité des Palestiniens. L'expertise du Conseil de l'Europe permettra au Conseil national palestinien d'accroître ses efforts pour l'unification de Gaza et l'aidera également dans ses relations avec Israël.

Les attentes exprimées par le CNP sont importantes, mais il doit savoir que nous aussi avons des attentes. N'oublions pas toutefois que, conformément aux règles en vigueur, tout aspect touchant à la vie palestinienne, aux déplacements, dépend d'Israël.

Qu'il s'agisse de se déplacer de ville en ville, de créer une entreprise, de rendre visite à leur famille ou à des amis, tout pour les Palestiniens dépend des décisions des Israéliens. Avec tout le respect que j'ai pour le souci qu'ont ces derniers de leur sécurité, souci qui les amène à prendre des mesures de précaution, j'en appelle à eux pour qu'ils créent les conditions permettant aux Palestiniens d'honorer les engagements accompagnant l'octroi du nouveau statut. À cet égard, j'ai eu plaisir à entendre la réaction positive du précédent orateur israélien.

Il est temps d'inviter Israël à mettre fin au blocus inhumain de Gaza. Ce serait le signe d'un nouveau commencement et ce serait en phase avec la dynamique du Printemps arabe. Cela aiderait en outre le CNP à résoudre un certain nombre de problèmes, dont celui de l'unité avec Gaza.

Nous nous devons de répondre à la demande légitime des Palestiniens d'avoir un Etat à eux. Cela fait 65 ans que les Nations Unies ont accepté la création de deux Etats. Cette solution attend depuis beaucoup trop longtemps. J'espère que le statut de Partenaire pour la démocratie ouvrira une nouvelle ère, pacifiée, dans la région. Pour sa part, la Turquie continuera à apporter sa contribution à la paix dans la région et ne se laissera pas perturber par des provocations vaines et irresponsables.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Eldad, observateur d'Israël.

M. ELAD (*observateur d'Israël*)* – Israël est une démocratie. Si une voix peut refléter l'idée de son gouvernement, une voix ne suffit pas en revanche à refléter l'idée de la Knesset, qui compte au moins 120 pensées différentes. Or, les idées exprimées tout à l'heure par mon respecté collègue, chef de la délégation, n'ont pas fait l'objet d'un vote à la Knesset. Je ne peux donc pas vous promettre qu'elles puissent être considérées comme l'avis général de la Knesset.

On vous demande aujourd'hui d'accepter l'Autorité palestinienne comme Partenaire pour la démocratie. Mais comment une Organisation fondée sur des valeurs telles que le respect du pluralisme et le rejet du racisme sous toutes ses formes peut-elle s'accommoder d'une déclaration comme celle de Mahmoud Abbas à la Ligue arabe, je le cite : « Je ne permettrai pas à un Israélien de vivre parmi nous sur la terre palestinienne ». La seule ambition équivalente qui me vienne à l'esprit, c'est le souhait exprimé dans le passé d'une Europe « sans juifs ».

Vous voulez tous que les Palestiniens aient un jour un Etat. Mais ils en ont déjà un, ne l'oubliez pas. La Jordanie a en effet été créée à la suite de la division de la Palestine. Elle en a reçu les trois quarts et les Palestiniens forment 80 % de sa population. Lorsque le Printemps arabe arrivera en Jordanie, vous pourriez donc un beau matin vous réveiller et trouver un nouvel Etat palestinien. Comme l'a dit le roi Hussein, la Jordanie, c'est la Palestine et la Palestine, c'est la Jordanie.

La paix arrivera dans la région et ce sera le résultat de négociations directes. J'ai peur que la politique du pas à pas, qui vise à éviter ces négociations directes, ne mène pas à la paix mais crée des attentes qui, non couronnées de succès, pourraient déboucher sur une situation violente. Je pense que nous nous trompons aujourd'hui en franchissant cette étape et que cela sera interprété par les Palestiniens comme un pas vers la reconnaissance d'un Etat souverain, alors que, je le répète, seules des négociations directes peuvent conduire à la paix.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Koç.

M. KOÇ (*Turquie*) – Je voudrais tout d'abord remercier M. Kox pour l'effort considérable qu'il a bien voulu consentir dans la préparation de son rapport détaillé.

M. Kox conclut que la demande du Conseil national palestinien est conforme, à la fois sur la forme et sur le fond, aux exigences définies par le Règlement de notre Assemblée. Il propose d'octroyer, par conséquent, le statut de Partenaire pour la démocratie au Conseil national palestinien. Je salue cette conclusion.

L'octroi de ce statut se révèle d'autant plus légitime que nous sommes dans le contexte du Printemps arabe. Les peuples concernés prouvent aujourd'hui leur soif de démocratie et de liberté. Beaucoup de personnes vont jusqu'à sacrifier leur vie pour cet idéal. Le Printemps arabe rend encore plus urgent un règlement de conflit israélo-palestinien, qui revêt une importance fondamentale pour les parties en cause, les peuples de la région et la communauté internationale. A l'heure du Printemps arabe, il est de notre responsabilité de soutenir la démarche palestinienne en vue de consolider les institutions démocratiques, l'Etat de droit et le respect des droits de l'homme.

Notre rapporteur aussi a souligné la nécessité pour les Palestiniens de continuer et approfondir les réformes. De même, il a énuméré à l'article 12 de son rapport, les questions spécifiques qui présentent une importance essentielle aux fins du renforcement de la démocratie, l'Etat de droit et du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les territoires palestiniens. Mais il est une donnée dont le rapporteur ne parle pas, c'est le bon vouloir d'Israël.

Il faut rappeler aux Israéliens leurs responsabilités. Il faut exiger maintenant une véritable solution, à savoir la reprise immédiate des négociations avec un calendrier resserré et sur les bases de l'accord de 1967. Tous les orateurs ont dit que la libération du soldat israélien Gilad Shalit serait une étape décisive vers un avenir pacifique. En effet, cela montrerait la bonne volonté du côté palestinien. Mais il faudrait aussi que les choses s'améliorent considérablement autour de la bande de Gaza, où les conditions de vie sont inhumaines.

Mon ami grec a parlé tout à l'heure des relations de la Turquie avec les Chypriotes grecs et avec Israël. Je crois qu'il s'agit là d'un autre sujet pour une autre discussion. Donnez plutôt votre opinion sur le thème d'aujourd'hui, cher collègue, à savoir la demande formulée par le CNP d'un statut de Partenaire pour la démocratie. Il ne faut pas toujours jouer le rôle de l'enfant gâté dans les milieux internationaux.

Selon l'évaluation de la Banque mondiale, du FMI et des Nations Unies, l'Autorité palestinienne a franchi le seuil d'un Etat apte à fonctionner dans les domaines clés qui ont été examinés. Il apparaît que les institutions palestiniennes n'ont rien à envier à celles des Etats bien établis.

Pour aller plus loin, il faut être clair. Le Président Mahmoud Abbas a déclaré à l'Onu, il y a dix jours : « Au Moyen-Orient, il n'y a pas un Etat de trop, mais il manque un Etat. » Le Président ne met donc pas en question la légitimité de l'Etat d'Israël, mais dit simplement qu'il manque un Etat palestinien. De fait, la consolidation de la démocratie, de l'Etat de droit et de la protection des droits de l'homme dans les territoires palestiniens est rendue très difficile par le fait que la plus grande partie de ces territoires est encore sous occupation israélienne. Tout progrès en vue d'une solution pacifique du conflit israélo-palestinien, sur la base des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, ouvrirait dans les territoires palestiniens de nouvelles possibilités d'évolution dans un sens conforme aux valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe.

Chers collègues, le moment est venu de soutenir ceux qui, en Palestine, ont choisi le camp de la paix, de la négociation, de la création d'institutions viables. Le moment est venu, car les colonies, le mur, tout cela gangrène la Palestine ! Il est temps que le vent du changement qui souffle sur une partie du monde arabe souffle également sur Jérusalem, sur Ramallah et sur Tel-Aviv !

LE PRÉSIDENT* – La parole est à Lord Anderson.

Lord ANDERSON (*Royaume-Uni*)* – La situation est simple : le Conseil national palestinien a déposé une demande de statut de Partenaire pour la démocratie auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ; l'Assemblée doit répondre par oui ou par non.

En tant qu'hommes politiques, nous pourrions être tentés d'envisager différentes options : étudier la demande formulée par la Palestine à l'Onu, demander à nos collègues d'Israël pourquoi le gouvernement israélien est de plus en plus isolé au Proche-Orient et ailleurs, s'interroger sur les déclarations parfois malheureuses du Président Abbas à propos d'Israël, ou sur les récentes décisions de bâtir de nouvelles constructions à Gilo. Tout cela est fort intéressant, comme l'est l'état d'avancement du processus de paix au Proche-Orient. Toutefois, ce n'est pas de ces questions que nous sommes saisis, mais d'une demande claire, et j'espère que l'Assemblée l'acceptera à l'unanimité.

Le point de départ, le voici : nous devons entériner les progrès réalisés jusqu'à présent par le Conseil national palestinien. Je le répète, c'est un point de départ, et j'espère que l'on ira plus loin. L'idée est que tous les parlementaires ici présents encouragent le CNP. C'est un partenariat, qui implique des obligations des deux côtés : il faut encourager quand cela est possible, critiquer de manière constructive dans d'autres circonstances. Le CNP doit respecter les engagements essentiels très clairement formulés dans la lettre que son président a adressée à l'Assemblée et résumés par Tiny

Kox au paragraphe 4 de son excellent rapport. Les ONG pourront s'en servir comme d'un texte de référence pour évaluer l'action de l'Autorité palestinienne.

En Palestine, les ONG en sont encore au stade embryonnaire ; elles ne sont sans doute pas aussi critiques que l'on pourrait le souhaiter, mais c'est peut-être dû à l'occupation et à la nécessité pour le peuple palestinien d'obtenir un autre statut. Cela étant, j'espère que l'on encouragera celles qui représentent les femmes et les minorités religieuses. Le projet exhorte l'Autorité palestinienne à garantir la tolérance en matière de religion, mais aussi le droit de chacun à changer de religion, droit dont on ne peut pas dire qu'il caractérise les pays limitrophes de la Palestine. Le CNP s'est déclaré prêt à se soumettre à l'épreuve.

Je félicite M. Kox d'avoir su naviguer entre les différents courants du CNP et d'une commission à l'autre de l'Assemblée. Il a agi de manière modérée et responsable, et j'espère que les Israéliens responsables et modérés salueront cette étape importante. Il est aussi de leur intérêt d'avoir, à leurs portes, un Etat engagé dans la voie démocratique : cela ne concerne pas seulement les Palestiniens.

Après le Maroc, après le Conseil national palestinien, nous espérons, comme M. Gardetto, que d'autres pays arabes se porteront candidats au statut de Partenaire pour la démocratie.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Árnason.

M. ÁRNASON (*Islande*)* - Nous avons toutes les raisons de nourrir les plus grandes attentes vis-à-vis de ce partenariat avec la Palestine. Il nous permettra de mieux comprendre les conditions de vie dans une région du monde qui est importante pour nous ; quant aux Palestiniens, ils pourront tirer profit de notre expérience de la négociation et de la coopération, après plusieurs décennies de violence.

En 1948, l'Islande a soutenu l'Etat indépendant d'Israël. A l'époque, mon pays venait d'obtenir l'indépendance et faisait ses premiers pas sur la scène internationale après les atrocités de la Seconde Guerre mondiale. Mais, après la guerre des Six Jours, l'opinion publique, en Islande comme ailleurs en Occident, a pris progressivement conscience du fait que deux nations vivaient en Palestine, l'une dominant l'autre en usant de méthodes que l'ancien Président Carter a été le premier à qualifier d'apartheid.

Notre ministre des Affaires étrangères s'est rendu il y a peu en Palestine, où il a rencontré son homologue, M. Al-Maliki, ainsi que le Président Abbas. À cette occasion, il a exprimé son soutien à l'aspiration des Palestiniens à obtenir le statut d'Etat membre des Nations Unies. Il a également souhaité que les Palestiniens surmontent leurs divisions internes ; c'est une condition essentielle de tout progrès. Hier, le Gouvernement islandais a soumis au Parlement un projet de résolution par lequel l'Islande reconnaît l'Etat indépendant de Palestine. Ce projet, qui réunit une large majorité, devrait donc être adopté dans quelques semaines. L'Islande deviendra ainsi le premier pays d'Europe occidentale à reconnaître l'indépendance de la Palestine. Merci de vos bons conseils, Monsieur Hancock : vous voyez que nous les avons anticipés !

Je me suis moi aussi rendu en Palestine. J'ai été fasciné par ce peuple, cette terre et son histoire. J'ai vu bien des marques d'injustice et d'oppression, mais j'ai aussi senti un puissant désir national de vie et de liberté, et la détermination de cette nation établie de longue date. Au cours de cette même visite, je suis allé au pied du mur des Lamentations, à Jérusalem, et j'ai songé à l'histoire et au destin d'un peuple remarquable pour qui cet endroit est un lieu saint. Une histoire qu'en Islande et ailleurs, on nous a enseignée à l'école et à l'église. C'est en accord parfait avec notre respect pour l'Etat d'Israël et avec notre amitié pour le peuple juif, où qu'il soit dans le monde, que nous célébrons ici, aujourd'hui, un nouveau partenariat entre les nations d'Europe et l'Etat indépendant et démocratique de Palestine.

Je félicite le rapporteur pour son excellent rapport. Je suis ravi de retrouver les représentants palestiniens ici, à Strasbourg. Je les remercie de tout ce que leur peuple nous a appris sur le droit à l'existence d'une nation petite, mais fière. Bienvenue !

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Reimann.

M. REIMANN (*Suisse*)* - Il n'était pas facile de dresser la liste des critères dont dépend l'octroi au Conseil national palestinien du statut de Partenaire pour la démocratie. Notre collègue, M. Kox, a fait preuve d'une grande objectivité et a travaillé dur pour rédiger son rapport en évitant bien des écueils. Je le dis en tant qu'ancien délégué du Comité international de la Croix-Rouge, qui a travaillé à ce titre dans la bande de Gaza, dans une région où la peur et la méfiance règnent.

Les Palestiniens comme les Israéliens souffrent de cette situation, qui n'a guère progressé depuis 1948. L'octroi au CNP du statut de Partenaire pour la démocratie pourrait favoriser la stabilisation du conflit en Palestine, à condition, naturellement, que les engagements pris soient respectés. D'une manière générale, le Conseil de l'Europe veille attentivement à ce que ses partenaires respectent leurs engagements.

La vie des Palestiniens est très dure et l'on peut se demander ce que diraient les Israéliens si on leur imposait les mêmes conditions préalables. Même si ce n'est pas le sujet de notre débat, il ne fait aucun doute qu'Israël doit aussi prendre sa part des responsabilités et agir pour la pacification. À cet égard, il ne me semble pas que les propos de notre collègue M. Eldad correspondent tout à fait à cet objectif.

Un certain nombre de devoirs sont inséparables du statut de Partenaire pour la démocratie. Il faut commencer par la réconciliation entre le Fatah et le Hamas et établir un lien solide entre Gaza et la Cisjordanie. En octroyant ce statut, on fera un grand pas vers la constitution d'un Etat et vers un rapprochement qui permettra de mettre un terme à ce conflit si douloureux. J'ai beaucoup de respect pour le peuple palestinien, malgré les grandes divergences qui existent en son sein et qui m'ont beaucoup peiné. En répondant favorablement à leur demande, nous favoriserons la réconciliation des Palestiniens entre eux et nous les aiderons à créer un Etat indépendant qui rejoindra la communauté internationale.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M^{me} Kanelli.

M^{me} KANELLI (*Grèce*)* – Merci de me donner la possibilité de féliciter M. Kox. Je ne m'exprime pas dans ma langue car je viens d'un pays, la Grèce, qui est accusé d'être à l'origine de la crise internationale. Les Grecs paient un prix très élevé, au point de perdre une partie de leur indépendance.

Nous sommes ici dans une enceinte européenne, rassemblant certes des cultures et des monnaies différentes. Mais nous sommes bien ici au cœur de l'Europe. Or le continent a été marqué par des guerres ; des camps de concentration y ont existé. Dès lors, nous demander d'accepter que l'on accorde ce statut de partenariat est bien la moindre des choses. C'est une évidence et nous sommes d'ailleurs en retard sur l'Histoire car nous aurions dû faire davantage pour les Palestiniens.

J'ai 57 ans. Je me suis rendue sur place en tant que journaliste. Quand la guerre de 1967 a éclaté, j'avais 12 ans. J'ai ressenti alors la terreur – tout comme maintenant, d'ailleurs. En réalité, il ne s'agit pas de désigner les oppresseurs et les opprimés. Il faut, dans cette affaire, une égalité entre les deux parties. Or les uns et les autres ne sont pas sur le même pied. Nous donnons des instructions en matière de démocratie aux Palestiniens mais, mes chers collègues, un Palestinien est-il aujourd'hui sûr de posséder une adresse, de manière à pouvoir ester en justice ? Quand ce sera le cas, nous pourrions aider les Palestiniens à créer des tribunaux. Aujourd'hui dans cette région, on peut perdre sa maison et ses droits à n'importe quel moment car chaque jour se créent de nouvelles colonies de peuplement.

Il y a longtemps que nous aurions dû être plus courageux. Je félicite donc M. Kox pour son réalisme. Il a fait du mieux qu'il pouvait pour que nous parvenions à une position unanime. Mais ne nous leurrons pas : nous n'avons pas tout fait ; à dire vrai, nous commençons à peine à agir. Nous devons demander à nos gouvernements d'aller aux Nations Unies, de contourner les vetos – notamment celui des Américains – et de construire un nouveau monde avec deux Etats vivant dans la paix. Voilà ce que l'on attend des nations européennes, en particulier de leurs parlementaires. Encore une fois, nous devrions être plus courageux. Sinon, nous serons responsables du sang qui coule. Il n'y a pas d'Etat palestinien indépendant à cause du pétrole et du gaz naturel que l'on trouve dans la région. Autrement dit, le sang israélien vaut plus cher que le sang palestinien. Et cela, ce n'est pas ce que l'on appelle un partenariat ! Dans une relation entre partenaires, le prix du sang est le même pour tous.

On en appelle à la libération du soldat Shalit. J'en suis d'accord, mais il faut aussi faire monter la pression pour que les Palestiniens incarcérés soient libérés. Je peux me permettre de parler du prix du sang, car j'ai été récompensée par les Israéliens eux-mêmes pour la politique antiraciste que j'ai menée. Je n'ai jamais donné dans l'antisémitisme qui mine l'Europe. Soyons courageux : donnons aux Palestiniens ce dont ils ont besoin, c'est-à-dire la liberté et un Etat. La paix et la justice viendront ensuite.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Díaz Tejera.

M. DÍAZ TEJERA (*Espagne*)* – Il y a trois mois de cela, nous avons examiné dans cet hémicycle la demande du Maroc, qui souhaitait obtenir le statut de Partenaire pour la démocratie. J'ai eu à cette occasion l'honneur d'être rapporteur de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme.

Sincèrement, s'il s'agissait seulement d'appliquer l'article 60.2 du Règlement, cinq secondes auraient suffi. Ce matin, nous sommes en train de réaffirmer ce qui a déjà été dit hier à l'occasion du discours du ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine, à savoir que l'Europe n'est pas seulement une affaire de démocratie : c'est avant tout une communauté de valeurs politiques et juridiques qui peuvent être partagées sans que l'on appartienne à la même zone géographique. Je n'ai pas été surpris d'entendre les différents points de vue exposés par la délégation d'Israël. Je ne vois pas cela comme un signe de faiblesse – au contraire. Le chef de la délégation a une certaine position, qui peut ne pas être partagée. À cet égard, je ne suis pas d'accord avec ce qui a été dit par le second orateur de la

délégation, mais il me semble sain que, dans un pays pluraliste et démocratique, la diversité des opinions existe. Je vous en félicite ; c'est pour une moi une source de richesse.

Nous sommes ici aujourd'hui pour réaffirmer en particulier notre souci d'être utiles. La dernière fois que nous avons discuté ici de ce sujet, il a été question de l'attaque contre la flottille en route vers Gaza. Il faut dépasser cette étape et se dire que le conflit dans cette zone doit être réglé par ceux qui y vivent. Nous pouvons seulement, quant à nous, apporter notre aide. Nous ne vivons pas là-bas au quotidien et ne pouvons donc pas prendre la place des protagonistes.

Aujourd'hui, nous réaffirmons que l'Europe est une communauté politique. J'étais à Caserte lorsque Tiny Kox préparait son rapport, approuvé à l'unanimité par la commission. J'ai aimé le discours qu'il a tenu à ce moment. J'ai trouvé que sa démarche était parfaite, car elle respectait les deux parties et avait pour seule intention de reconstruire. Il n'a jamais fait état de ce qu'il pensait en son for intérieur car il était là pour travailler au nom du Conseil de l'Europe. Notre discussion de ce matin est donc importante et je tiens à féliciter le rapporteur et l'équipe qui l'a assisté dans son travail.

Nous pouvons d'ailleurs nous féliciter nous-mêmes, parce qu'il existe parmi nous des personnes comme Tiny Kox qui accomplissent un travail aussi important que celui-ci. Lorsque j'ai lu son rapport, je me suis dit qu'il y a dans notre institution des hommes de bonne volonté avec lesquels je suis fier de travailler. Cette journée doit donc être pour nous tous un sujet de grande satisfaction.

Espérons que cette communauté de valeurs que représente l'Europe sera réaffirmée au quotidien avec des matinées comme celle que nous vivons aujourd'hui.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Leyden.

M. LEYDEN (*Irlande*)* — Je félicite le rapporteur pour son excellent travail. Je demande aux membres de l'Assemblée de voter en faveur du projet de résolution.

Venant d'Irlande, je suis en faveur de ce statut de Partenaire pour la démocratie. Notre ministre des Affaires étrangères a été le premier à reconnaître le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, en harmonie avec ses voisins, entre autres Israël. Nous sommes des défenseurs du droit des Palestiniens à un statut d'Etat-nation indépendant. La semaine dernière nous l'avons clairement déclaré dans notre Parlement.

Nous exhortons toutes les délégations à soutenir les efforts de la Palestine pour être reconnue par les Nations Unies comme Etat. La difficulté vient du Conseil de sécurité, mais c'est une demande légitime que celle qui est présentée par la Palestine. Nous devons aujourd'hui accepter cette demande. Je me réjouis de pouvoir accueillir la délégation palestinienne qui aura ainsi l'occasion de travailler avec les collègues de la délégation israélienne.

L'étendue des implantations israéliennes est inacceptable. Il faut que cela cesse. Vu la vitesse de l'expansion, il n'y aura bientôt plus de place pour les Palestiniens. Gaza est une grande prison à ciel ouvert. Il faut intervenir, c'est indispensable. On ne peut accéder à Gaza ni par la mer ni par voie aérienne. Tous les efforts pour relier Gaza au reste du monde ont été bloqués par le Gouvernement israélien.

Je demande aux deux parties de renoncer à la violence. On ne peut plus la tolérer car elle ne sert à rien. Si la violence reprenait, elle irait contre notre décision d'aujourd'hui. Il faudra bien qu'un jour les Palestiniens et les Israéliens coexistent. En Irlande nous avons connu cette expérience. Nous avons réussi à établir la paix après de longues négociations. Nous sommes heureux de servir d'exemple à la Palestine et à Israël en montrant qu'il est possible de trouver une solution même à des conflits centenaires !

Au nom de l'Irlande, je remercie le chef de la délégation israélienne pour son point de vue très équilibré sur la question.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Chiti.

M. CHITI (*Italie*)* — J'ai beaucoup apprécié le rapport de M. Kox. La décision que nous devons prendre aujourd'hui pour attribuer aux Palestiniens le statut de Partenaire pour la démocratie, est de la plus haute importance.

Le Conseil de l'Europe intervient dans le domaine des droits de l'homme, de la démocratie et du renforcement de toutes les libertés et accorde son attention aux pays qui souffrent de conflits, d'injustices mais aussi à ceux qui ont connu le Printemps arabe. Il indique que l'on peut aboutir par la voie de la coopération sans être obligé de passer par la force militaire.

Notre choix est d'autant plus important, vu l'impasse dans laquelle se trouve la situation, notamment aux Nations Unies. C'est un acte de confiance que nous accomplissons en direction du Conseil national palestinien. C'est aussi et surtout une manière de souligner la nécessité de créer un Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël. C'est la volonté de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de s'assurer que les deux Etats seront démocratiques et connaîtront des rapports de respect mutuel, fondés sur la justice et la démocratie.

En prenant cette décision, le Conseil de l'Europe fixe des objectifs qui s'appliquent à tout Etat qui veut obtenir ce statut de Partenaire pour la démocratie. L'abolition de la peine de mort, la liberté d'information, la liberté de religion, le pluralisme, les élections libres et équitables sont autant d'engagements pris et décisifs. Ils seront vérifiés d'ici deux ans.

Tous les membres du Conseil national palestinien devront accepter l'existence de l'Etat d'Israël, renoncer à la violence, condamner le terrorisme et la lutte ouverte contre ses manifestations. Le but est aussi de libérer le soldat Gilad Shalit, ce qui a une valeur symbolique.

Je suis personnellement convaincu que la décision d'aujourd'hui contribuera à ouvrir au Proche-Orient la voie de la paix et de la démocratie. Je demande aux Palestiniens et aux Israéliens de reprendre les négociations. Je dis aux Israéliens et aux représentants de la Knesset, avec toute mon amitié, qu'ils doivent suspendre le programme de construction des colonies qui empêche une conclusion positive des négociations.

Le Premier ministre Rabin l'a dit à son époque : la sécurité des peuples ne se fonde plus sur la violence et la force mais sur le droit, le consensus, y compris international, et sur le renforcement de la démocratie et des droits de l'homme. C'est cela qui motive notre décision aujourd'hui. C'est dans cet esprit que je souhaite la bienvenue aux représentants du Conseil national palestinien.

LE PRÉSIDENT* – En l'absence de M^{me} Arib, inscrite dans le débat, la parole est maintenant à M^{me} Beck.

M^{me} BECK (*Allemagne*)* — Je remercie M. Kox pour son rapport. Je suis très heureuse qu'aujourd'hui les représentants du CNP soient dans notre maison pour discuter de ce partenariat. Depuis belle lurette, on sait que dans la région, la solution *in fine* doit déboucher sur la création de deux Etats. On connaît l'objectif, mais la voie empruntée pour y arriver est très difficile.

Nous avons besoin d'un Etat israélien démocratique et d'un Etat palestinien démocratique. Au point 9 du rapport, on évoque les entraves constatées dont l'occupation en Cisjordanie et à Gaza qui crée une séparation factuelle de la Palestine entre ces deux territoires.

En fait, tous les faits positifs viennent de MM. Fayat et Abbas. L'initiative s'adressant à l'Onu venait de l'OLP, du Président Abbas. Le Hamas a explicitement déclaré qu'il ne pouvait soutenir la voie onusienne car cela impliquerait la reconnaissance implicite de l'Etat d'Israël.

J'ai déposé un amendement visant à relever les obstacles venant des deux côtés, l'Autorité nationale palestinienne et Israël. À ce propos, je dirai à notre ami israélien que l'incompréhension suscitée par la politique conduite en matière de colonies et de peuplement est importante et qu'il est évident que, tout en reconnaissant les préoccupations israéliennes en matière de sécurité, les constructions de logements apparaissent comme une volonté de torpiller les négociations. Je parle de « torpiller » mais il est évident que les missiles envoyés de Gaza et ciblant Israël constituent aussi un signe négatif : on nous dit qu'il est impossible même de se doucher tranquillement sans entendre des alarmes annonçant des Qassam. C'est un aspect de la réalité, mais il en est un autre : il est impossible de rencontrer les responsables de *Peace now* parce que c'est périlleux !

Il faut s'adresser au Hamas. Il n'a jamais emprunté de voies démocratiques, pas même vis-à-vis de l'Autorité palestinienne. Il convient de souligner cette entrave importante au processus que l'on veut engager. J'espère donc que ce partenariat permettra de faire en sorte que le Hamas se comporte de manière démocratique et respecte les droits de l'homme.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Elzinga.

M. ELZINGA (*Pays-Bas*)* – Je remercie M. Kox pour son excellent rapport. Je félicite les membres du Conseil national palestinien qui ont présenté la demande d'obtention du statut de Partenaire pour la démocratie auprès du Conseil de l'Europe. Je les félicite pour les résultats obtenus puisqu'ils ont pu répondre aux différentes demandes de notre rapporteur, ce qui augure bien de la décision qui, je l'espère, sera prise aujourd'hui.

Bien sûr, il restera à voir comment va fleurir cette démocratie, mais je pense que ce partenariat profitera à ce pays. Le rapporteur, dont je sais qu'il a rencontré des représentants de la société civile et des syndicats lors de sa visite en Palestine, pourrait-il nous dire comment le Printemps arabe dans

cette région influencera la situation israélo-palestinienne et quelles seront ses répercussions sur la vie palestinienne et notamment sur le fonctionnement des syndicats ?

De nombreux orateurs ont dit avant moi que ce partenariat était un engagement mutuel et il est vrai qu'il s'accompagne de responsabilités pour l'avenir. J'ai pleinement confiance dans le Conseil national palestinien pour qu'il fasse de son mieux pour répondre à nos attentes. Ce partenariat ne constitue naturellement qu'un premier pas, bien d'autres devront être franchis, mais c'est un premier pas heureux et je me réjouis de pouvoir m'impliquer personnellement dans cette démarche, convaincu que notre Assemblée parlementaire peut apporter une contribution au renforcement de l'Etat de droit, de la démocratie et du respect des droits de l'homme pour le peuple de Palestine.

J'encourage naturellement les représentants du Conseil national de Palestine à s'engager dans cette voie. Prenons d'autres mesures pour avancer dans ce processus, mais tout d'abord saluons cette si belle journée qui va voir l'avènement d'un nouveau Partenariat.

LE PRÉSIDENT* – En l'absence de M. Marcenaro, la parole est maintenant à M^{me} Giannaka.

M^{me} GIANNAKA (*Grèce*) – Je voudrais féliciter à mon tour M. Kox, auteur d'un rapport équilibré qui est pour nous tous aujourd'hui l'occasion d'affirmer à nouveau notre volonté de soutenir l'existence de deux Etats dans la région. Il est également très important pour nous tous et pour moi députée grecque en particulier, de voir la marche effectuée par l'Etat palestinien vers la démocratie. Elle devient plus significative en ce moment où le Printemps arabe nous donne des espoirs d'atteindre un nouvel équilibre dans la zone méditerranéenne.

Chers collègues, le statut de Partenaire pour la démocratie suppose l'adhésion aux principes et aux valeurs de l'Europe en matière de démocratie. En une telle occasion, je considère que la décision d'accorder ce statut au Conseil national palestinien ne peut être la fin du chemin, mais doit être le début d'un processus démocratique pendant lequel les Palestiniens devront mettre à exécution les engagements pris. À cet égard, je citerai des points déjà évoqués par d'autres collègues : le respect de l'Etat de droit, le respect des droits civiques et des droits de l'homme, l'organisation d'élections libres, l'abolition de la peine de mort, la reconnaissance de l'égalité des genres, le renoncement au terrorisme et la lutte contre celui-ci, la libération du soldat franco-israélien emprisonné à Gaza.

Cher Président, nous sommes tous, je l'espère, favorables aujourd'hui à l'octroi du statut de Partenaire pour la démocratie aux Palestiniens et je terminerai en disant que nous avons tous besoin d'un Etat démocratique de Palestine.

LE PRÉSIDENT* – La parole est au dernier orateur, M. Slutsky.

M. SLUTSKY (*Fédération de Russie*)* – Je souhaite féliciter notre très respecté collègue, M. Kox, qui a très bien préparé ce rapport. Cette demande d'obtention du statut de Partenaire pour la démocratie est importante non seulement pour l'Assemblée parlementaire, mais également pour le peuple palestinien et je salue la présence des collègues du Conseil national palestinien.

Cela étant, il convient de réfléchir à la manière dont nos collègues de l'Assemblée parlementaire pourraient réellement et concrètement apporter une aide aux autorités sur place. Des élections doivent avoir lieu au Conseil national palestinien l'an prochain et il serait souhaitable qu'elles se déroulent dans les règles de l'art. En tant qu'Assemblée parlementaire, nous pouvons, je pense, partager notre très grande expérience en la matière, notamment en effectuant des missions d'observation des élections, en invitant les membres du Conseil national palestinien aux différents séminaires sur l'organisation de la démocratie et en expliquant comment supprimer les obstacles susceptibles d'empêcher les gens d'aller voter.

Bien sûr, il faut d'abord faire le ménage parmi les institutions nationales. Nous soutenons le rapporteur lorsqu'il dit qu'il faut renforcer les institutions de la démocratie, la primauté du droit et assurer que les élections se déroulent dans le respect des normes internationales.

Il faudra aussi parvenir à combler la division entre les peuples israélien et palestinien. La situation humanitaire défavorable des Palestiniens est exploitée par les Israéliens. Le Hamas essaie, lui, d'attirer les jeunes gens dans ses rangs pour mener une lutte armée. Malheureusement, nos appels pour que ces comportements cessent ne sont pas entendus.

Nous devons par ailleurs apporter notre aide à la résolution des problèmes humanitaires ; nous pouvons donner de nombreux conseils à nos amis palestiniens à ce sujet. Mais nous pouvons aussi nous enrichir de son expérience lorsqu'il sera Partenaire pour la démocratie.

LE PRÉSIDENT* – La liste des orateurs est close.

J'appelle maintenant la réplique de la commission. Monsieur le rapporteur, vous disposez de quatre minutes et quinze secondes.

M. KOX (*Pays-Bas*), *rapporteur** – Je commencerai par répondre à notre collègue de Moldova qui disait que cette discussion lui donnait la possibilité de féliciter pour la première fois un membre du Groupe pour la gauche unitaire européenne. Mon rapport aura donc au moins servi à cela, et j'espère que ce sera le début d'une longue tradition. Mais je ne représente pas un groupe politique aujourd'hui, je suis rapporteur de la commission des questions politiques.

J'aimerais remercier mes collègues, notamment ceux qui se sont exprimés au nom des groupes politiques et qui, comme M. Clappison, ont démontré qu'il était possible, dans cette Assemblée, de parler d'une seule voix.

Comme le disait M. Gross, c'est un jour particulier où nous avons un message commun à transmettre au peuple palestinien : vous êtes les bienvenus au sein de cette Assemblée en tant que Partenaire pour la démocratie.

Les orateurs ont aussi abordé de nombreux sujets : la Palestine, la région, l'occupation, le blocus, les prisonniers politiques, le processus démocratique délicat, les divisions internes en Palestine. Autant d'éléments importants et de sujets difficiles, car lorsqu'on a la volonté d'aborder ces questions sous l'angle politique, on ne peut pas espérer trouver de solutions faciles.

Je félicite nos amis de Palestine d'avoir eu le courage de trouver de nouveaux moyens d'atteindre l'objectif des Palestiniens qui est de posséder un Etat souverain.

Je rends hommage tout particulièrement au chef de la délégation israélienne, M. Avital, qui, à Caserte, nous a dit que, du point de vue des Israéliens, il s'agissait d'une étape importante qui pourrait contribuer à améliorer les relations entre la Knesset et le Conseil national palestinien.

M. Eldad a le droit de dire ce qu'il pense. Mais comme l'Assemblée l'a montré, il est possible de parler d'une seule voix. Il serait bon que la Knesset en soit capable également.

Madame Beck, si vous prenez les neuf premiers éléments de mes propositions adressées aux Palestiniens, vous constaterez qu'ils traitent tous plus ou moins de Gaza. Je n'ai pas mentionné de groupe ou de faction politique particulier, car je m'adresse au Conseil national palestinien.

Et que les choses soient bien claires : le Hamas soutient cette demande.

Je terminerai en répondant à M. Elzinga : oui, la chose la plus importante est que cette demande réponde non pas à nos exigences, mais aux aspirations du peuple palestinien.

Bienvenue à tous nos amis de Palestine. Je me réjouis de notre future coopération.

M. Çavuşoğlu, Président de l'Assemblée, reprend place au fauteuil présidentiel.

LE PRÉSIDENT* – Merci beaucoup, Monsieur le rapporteur, pour votre présentation et pour votre excellent rapport.

La parole est à M. von Sydow, président de la commission des questions politiques.

M. von SYDOW (*Suède*), *président de la commission des questions politiques** – M. Kox a fort bien décrit la situation, je n'ai donc rien à ajouter, sauf à le féliciter.

LE PRÉSIDENT* – La discussion générale est close.

La commission des questions politiques a présenté un projet de résolution sur lequel quatre amendements ont été déposés.

Le président de la commission des questions politiques demande l'application de l'article 33-10 du Règlement. Les amendements n^{os} 3, 1 et 4 sur le projet de résolution ont été adoptés à l'unanimité par la commission.

Est-ce bien le cas, Monsieur le président ?

M. von SYDOW (*Suède*), *président de la commission ** – Oui Monsieur le Président.

LE PRÉSIDENT* – Ces amendements sont ainsi rédigés :

L'amendement n° 3, présenté par M. Pourgourides, au nom de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme, tend, dans le projet de résolution, paragraphe 11, première phrase, à remplacer les mots « s'inspirer des normes du Conseil de l'Europe » par les mots suivants : « adhérer aux normes du Conseil de l'Europe et les promouvoir ».

L'amendement n° 1, présenté par M^{me} Hägg, au nom de la commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes, tend, dans le projet de résolution, paragraphe 12.5, à remplacer les mots « les mariages interreligieux » par les mots suivants : « le mariage, le divorce, la polygamie ».

L'amendement n° 4, présenté par M. Pourgourides, au nom de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme, tend, dans le projet de résolution, à remplacer le paragraphe 12.7 par l'alinéa suivant : « le rejet explicite du terrorisme et la lutte active contre celui-ci par des mesures respectueuses des droits de l'homme et de l'Etat de droit ; »

En l'absence d'objection, les amendements n° 3, 1 et 4 sont déclarés adoptés définitivement.

Nous en venons à la discussion de l'amendement n° 2.

L'amendement n° 2, présenté par M^{mes} Beck, Barnett, M. Hörster, M^{me} Hübinger, M. Wadehul, tend, dans le projet de résolution, paragraphe 9, à la fin de la première phrase, à insérer les phrases suivantes : « Un autre obstacle à l'Etat de droit et à la démocratie réside dans la partition de fait du territoire de la Palestine mandataire. Tandis que les responsables politiques de Cisjordanie reconnaissent les engagements du droit international, tels que la reconnaissance d'Israël, ce n'est pas le cas du Hamas, au pouvoir dans la bande de Gaza. C'est pourquoi le Hamas n'a pas soutenu la demande de reconnaissance présentée aux Nations Unies par le Président Abbas. »

La parole est à M^{me} Beck, pour le soutenir.

M^{me} BECK (*Allemagne*)* – Dans mon intervention, j'ai parlé de la situation difficile à Gaza et des grandes difficultés que les autorités autonomes rencontrent face au Hamas qui n'est pas prêt à se soumettre à son autorité. Ce qui est un frein sérieux aux négociations présentes et à venir. Je vous demande donc de bien vouloir intégrer cet élément dans votre projet.

LE PRÉSIDENT* – La parole est à M. Hancock, contre l'amendement.

M. HANCOCK (*Royaume-Uni*)* – Je suis désolé d'être en désaccord avec ma collègue, mais M. Kox a fort bien expliqué la situation dans son rapport qui décrit la situation sur le terrain, en Palestine. Votre demande, ma chère collègue, n'est pas utile, et je demande à l'Assemblée de rejeter cet amendement qui n'apporte rien au projet de résolution. Au contraire, il jette des doutes sur des questions dont on ne débat pas aujourd'hui.

LE PRÉSIDENT* – Quel est l'avis de la commission ?

M. von SYDOW (*Suède*), *président de la commission* * – Défavorable.

LE PRÉSIDENT* – Je mets aux voix l'amendement.

[L'amendement n° 2 n'est pas adopté.](#)

LE PRÉSIDENT* – Nous allons procéder au vote sur le projet de résolution contenu dans le document 12711, tel qu'il a été amendé.

[Le projet de résolution, amendé, est adopté \(110 voix pour, 5 voix contre et 10 abstentions\).](#)

LE PRÉSIDENT* – Chers collègues, nous avons maintenant le plaisir d'accueillir M. Salim Al-Za'noon, Président du Conseil national palestinien.

Monsieur le Président, cher ami, je suis très heureux de vous accueillir dans cette maison. Le Conseil de l'Europe a toujours estimé que les droits de l'homme étaient universels. En demandant le statut de Partenaire pour la démocratie, les pays limitrophes acceptent les mêmes valeurs et, ce faisant, confirment la décision du Conseil.

L'Assemblée parlementaire suit de très près ce qui s'est passé dans le monde arabe depuis un an. Dans son approche, le Conseil de l'Europe n'essaie pas de donner des leçons, non ! il offre son volant d'expériences, il met à disposition des mécanismes pertinents comme il l'a fait d'ailleurs lorsqu'il a accueilli les nouvelles démocraties du sud de l'Europe dans les années 1970 et les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale dans les années 1990. La même approche a été utilisée lorsque l'Assemblée a créé le statut de Partenaire pour la démocratie en 2009, juste avant le début du Printemps arabe.

Félicitations, Monsieur le Président, car vous êtes le deuxième parlement après le Parlement marocain à demander le statut de Partenaire pour la démocratie. Cela dit, notre coopération était intense avant cette date, puisque des parlementaires palestiniens étaient là lors de nos parties de session et assistaient aux réunions de la commission des affaires politiques.

Les Palestiniens souffrent d'une situation particulièrement désavantageuse, qu'ils ne peuvent régler seuls. Cela dit, vous avez créé des institutions démocratiques et le vote de l'Assemblée aujourd'hui vous donne acte de vos réalisations. C'est dire que nous vous avons traité comme n'importe quel autre parlement sollicitant ce statut, ni mieux ni plus mal d'ailleurs ! Et la décision d'aujourd'hui est assortie d'une liste d'obligations que vous devrez respecter. Sachez que nous sommes à vos côtés pour vous aider dans la mesure du possible.

Je suis particulièrement heureux que l'octroi de ce statut arrive à un moment où le peuple palestinien essaie d'obtenir la reconnaissance de son Etat au plan international. J'espère que le statut de Partenaire pour la démocratie auquel vous accédez aidera votre peuple à progresser davantage sur la voie qu'il a choisi d'emprunter. Dans ce contexte, nous attendons avec grande impatience l'allocution du Président Abbas, jeudi prochain.

Nous vous accueillerons aux travaux de l'Assemblée comme de nos commissions en tant que première délégation palestinienne composée au titre du statut de Partenaire pour la démocratie. J'en profite pour vous informer que je viens de recevoir une demande émanant du Kirghizistan. Je suis très heureux de cette évolution qui démontre les possibilités qui existent de développer nos relations avec nos voisins.

Cher ami, l'Assemblée est votre maison. Par conséquent, n'hésitez pas à vous y sentir comme chez vous.

Monsieur Al-Za'noon, Président du Conseil national palestinien, nous allons vous écouter avec beaucoup d'intérêt. Vous avez la parole.

M. AL-ZA'NOON, *Président du Conseil national palestinien** – Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les membres de l'Assemblée parlementaire, en mon nom et au nom de mon peuple, permettez-moi de vous exprimer notre gratitude pour l'importante décision que vous venez de prendre. J'aimerais mentionner le rôle de M. Kox, le rôle de tous les membres des commissions, du Secrétaire Général et du secrétariat de la commission, tous ceux qui ont œuvré dans la plus grande intégrité pour trouver une solution afin de nous accueillir en tant que Partenaire pour la démocratie. C'est un événement historique pour nous. Une telle décision servira de base pour accéder à la paix dans notre région, car nous pensons que le partenariat avec le continent européen, qui est l'ami des Palestiniens, est essentiel. En effet, nous partageons un grand nombre de valeurs avec l'Europe, ce qui favorise la dynamique pour la paix. En outre, votre aide et ce partenariat nous soutiendront dans notre détermination.

Notre peuple se tourne vers vous avec respect et admiration pour l'aide que vous nous proposez à travers les institutions et chacune de vos nations. Votre soutien se traduit par un volet financier, un volet humain, un volet politique. Il est l'incarnation des valeurs en matière de droits de l'homme, de droits politiques, économiques, financiers, lesquelles répondent aux aspirations légitimes de notre peuple : nous voulons faire de Jérusalem la capitale de la Palestine, trouver une solution durable et équitable, conformément à la Résolution 194 des Nations Unies, et nous voulons la création d'un Etat, car notre peuple réclame ce qui est son droit le plus inaliénable, celui d'avoir un Etat souverain, indépendant. Nous espérons pouvoir travailler de manière plus efficace avec vous, afin de défendre les principes de base de la démocratie qui sont les fondements mêmes des valeurs que nous souhaitons défendre avec cœur, sincérité et énergie.

Nous voulons partager cela avec vous. Nous voulons faire nôtres ces principes. Nous voulons participer avec vous à l'émergence d'une nouvelle force palestinienne. Nous voulons faire naître un pouvoir législatif. Nous voulons faire incarner toutes ces valeurs de manière effective et efficace sur le terrain, par notre participation constante, comme cela a été le cas depuis des années au sein des institutions européennes et aux tribunes internationales. Nous ressentons chaque jour cette compassion au travers de votre participation, au travers de l'organisation du pouvoir législatif.

Toutes les résolutions, notamment celle de 1970, mais aussi un certain nombre d'autres recommandations et textes officiels, posent les principes de base de la démocratie et de l'humanité. Ce sont des valeurs auxquelles nous croyons. Ce sont des valeurs sur lesquelles nous voulons travailler de concert avec vous pour participer à des décisions très importantes pour nous. Ces décisions nous donneront une impulsion nouvelle. Grâce au statut qui vient de nous être octroyé et dont nous sommes fiers, elles nous permettront de mieux échanger nos expériences, de mieux nous connaître, de mieux profiter de votre influence et du soutien que vous nous apporterez pour mettre en œuvre tous ces droits.

Compte tenu des engagements auxquels nous sommes entièrement dévoués, de la possibilité qui nous est offerte de nous exprimer devant cette Assemblée à Strasbourg et des avancées que cela

représente sur tous les plans politiques, compte tenu des réunions qui ont eu lieu en Palestine et des propos tenus par M. Kox, je tiens à vous affirmer, en tant que Président de notre Conseil national, que nous nous engageons à mettre en œuvre tous les points de cet accord !

Ces valeurs sont essentielles, vitales, primordiales pour tous les projets de notre peuple. Nous voyons s'ouvrir la possibilité de l'existence d'un peuple palestinien indépendant sur des bases démocratiques, dans le respect des droits de l'homme, de l'égalité des genres, en accordant l'égalité des chances aux uns et aux autres, en s'enracinant dans la pratique de la liberté, y compris la liberté de religion, de croyance et de pratique religieuses.

Nous insistons aussi sur la qualité des relations de voisinage. Nous espérons que celle-ci progressera jusqu'à faire régner la paix dans les différents découpages géographiques. Nous nous engageons à travailler de manière sérieuse et résolue pour surmonter les difficultés, mettre en œuvre les différents dispositifs et aller de l'avant. Plus important encore, nous nous engageons non seulement devant vous, mais aussi devant notre peuple, à organiser de manière sereine les élections législatives et présidentielle ainsi que tout autre processus électoral, retardé par des dissensions qui ont entravé la mise en œuvre de l'Accord du Caire, prévoyant l'obligation de tenir des élections avant le mois de juin prochain. Cet accord doit être mis en œuvre et, nous l'espérons qu'il le sera le plus tôt possible.

Malheureusement de légères dissensions subsistent et nous avons besoin de l'aide de chacun ici pour nous aider à atteindre ces objectifs pour la libération et le bien-être de nos peuples, afin que des dispositions législatives fassent émerger un Etat de droit, renforcent la démocratie, principe cher à nos cœurs, et nous intègrent harmonieusement dans un réseau de démocraties.

Toutes les actions à même de favoriser l'atteinte de cet objectif se heurtent au problème de l'occupation, malgré les nombreuses résolutions qui ont été prises. Vous savez que des députés débattent de ces questions à Jérusalem, vous savez aussi que des milliers et des milliers de Palestiniens vivent emprisonnés à ciel ouvert, parce qu'ils vivent sous le joug de la force d'occupation d'Israël, ce qui s'oppose de façon délétère à l'épanouissement de la société.

Devant votre noble Assemblée, permettez-moi d'évoquer la visite, jeudi prochain, de notre Président Mahmoud Abbas, dit Abu Mazen, qui s'exprimera devant vous pour la première fois. Après son discours historique devant l'Assemblée générale des Nations Unies, il pourra parler des ambitions de son peuple, exprimer sa reconnaissance à vous-mêmes et à vos peuples, et délivrer son message de paix.

Enfin, au nom de notre peuple de Palestine, au nom du Conseil des ministres palestinien, je suis heureux de vous remercier de cette décision, dont nous espérons qu'elle sera l'amorce d'un travail effectif, d'une marche vers un avenir meilleur et vers l'établissement d'un Etat souverain aux pleins pouvoirs, capable de participer avec vous sur un pied d'égalité au concert des nations.

LE PRÉSIDENT* – Merci beaucoup, Monsieur le Président, pour votre allocution.

Chers collègues, je vous rappelle qu'à l'issue de cette séance, une cérémonie de signature sera organisée dans le foyer de l'hémicycle.

2. Prochaine séance publique

LE PRÉSIDENT* – La prochaine séance publique aura lieu cet après-midi à 15 heures, avec l'ordre du jour adopté précédemment par l'Assemblée.

La séance est levée.

La séance est levée à 12 h 40.

SOMMAIRE

1. La demande de statut de Partenaire pour la démocratie auprès de l'Assemblée parlementaire présentée par le Conseil national palestinien

Présentation par M. Kox du rapport de la commission des questions politiques ([Doc. 12711](#))

Présentation par M. Pourgourides du rapport de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme, saisie pour avis ([Doc. 12738](#))

Présentation par M^{me} Hägg du rapport de la commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes, saisie pour avis ([Doc. 12736](#))

Orateurs : MM. Hancock, Clappison, M^{me} Groth, MM. Sasi, Gross, Salles, Rustamyan, Rochebloine, Badré, Aivaliotis, Avital, Vrettos, Gardetto, M^{me} Trettebergstuen, M. Ghilechi, M^{me} Memecan, MM. Eldad, Koç, Lord Anderson, MM. Árnason, Reimann, M^{me} Kanelli, MM. Díaz Tejera, Leyden, Chiti, M^{me} Beck, M. Elzinga, M^{me} Giannaka, M. Slutsky

Réponse de M. Kox

Vote sur le projet de résolution amendé

Intervention de M. Al-Za'noon, Président du Conseil national palestinien

2. Prochaine séance publique

ANNEXE

Liste des représentants ou suppléants ayant signé le registre de présence, conformément à l'article 11.2 du Règlement. Sont indiqués en minuscules les noms des suppléants ayant remplacé les représentants absents. Les noms de ceux qui étaient absents ou excusés sont suivis d'un astérisque.

Francis AGIUS/Joseph Fenech Adami
Pedro AGRAMUNT FONT DE MORA
Arben AHMETAJ*
Miloš ALIGRUDIC
Karin ANDERSEN
Florin Serghei ANGHEL*
Miguel ARIAS CAÑETE/Gonzalo
Robles Orozco
Khadija ARIB
Mördur ÁRNASON
Francisco ASSIS*
Alexander BABAKOV*
Daniel BACQUELAINE*
Viorel Riceard BADEA*
Denis BADRÉ
Gagik BAGHDASARYAN
Pelín Gündes BAKIR
Gerard BARCIA DUEDRA
Doris BARNETT*
Meritxell BATET LAMAÑA
Deniz BAYKAL
Marieluise BECK
Alexander van der BELLEN/Christine
Muttonen
Anna BELOUSOVÁ*
Ryszard BENDER/Bronisław Korfanty
Deborah BERGAMINI*
Andris BERZINŠ
Gülsün BILGEHAN
Oksana BILOZIR
Brian BINLEY/Lord Tim Boswell
Rosa Delia BLANCO
TERÁN/Alejandro Alonso Núñez
Roland BLUM
Olena BONDARENKO
Mladen BOSIC*
António BRAGA
Anne BRASSEUR
Márton BRAUN
Federico BRICOLO*
Piet DE BRUYN*
Patrizia BUGNANO/Giuliana Carlino
André BUGNON
Sylvia CANEL
Mevlüt ÇAVUSOĞLU/Ahmet Berat
Çonkar
Mikael CEDERBRATT
Otto CHALOUKKA
Igor CHERNYSHENKO
Vannino CHITI
Christopher CHOPE
Pia CHRISTMAS-MØLLER*
Lise CHRISTOFFERSEN
Desislav CHUKOLOV/Petar Petrov

Boriss CILEVICS
Ingrida CIRCENE
James CLAPPISON
Deirdre CLUNE
Ann COFFEY/ Donald Anderson
Georges COLOMBIER
Agustín CONDE BAJÉN
Titus CORLATEAN
Igor CORMAN
Telmo CORREIA
Carlos COSTA NEVES
Lena DABKOWSKA-CICHOCKA
Per DALGAARD*
Cristian DAVID*
Giovanna DEBONO/Joseph Falzon
Joseph DEBONO GRECH
Armand DE DECKER*
Arcadio DÍAZ TEJERA
Klaas DIJKHOFF/Tuur Elzinga
Saban DISLI
Karl DONABAUER
Miljenko DORIC*
Gianpaolo DOZZO/Giacomo Stucchi
Daphné DUMERY*
Earl of Alexander DUNDEE*
Josette DURRIEU/Françoise Hostalier
Baroness Diana ECCLES*
József ÉKES*
Lydie ERR
Arsen FADZAEV/Oleg Panteleev
Piero FASSINO*
Nikolay FEDOROV*
Valeriy FEDOROV
Relu FENECHIU*
Mirjana FERIC-VAC
Daniela FILIPOVÁ/Dana Váhalová
Axel E. FISCHER
Jana FISCHEROVÁ
Terence FLANAGAN
Paul FLYNN*
Stanislav FORT*
Pernille FRAHM*
Dario FRANCESCHINI*
Hans FRANKEN
Erich Georg FRITZ
Martin FRONC/Tatiana Rosová
György FRUNDA*
Guiorgui GABASHVILI*
Alena GAJDUŠKOVÁ
Jean-Charles GARDETTO
Tamás GAUDI NAGY
Gisèle GAUTIER/Marie-Jo
Zimmermann
Valeriu GHILETCHI
Sophia GIANNAKA
Paolo GIARETTA*
Michael GLOS*
Obrad GOJKOVIC/Snežana Jonica
Svetlana GORYACHEVA*
Martin GRAF
Sylvi GRAHAM
Francis GRIGNON/Laurent Béteille
Andreas GROSS
Arlette GROSSKOST
Dzhema GROZDANOVA*
Attila GRUBER*
Ana GUTU/Valeriu Munteanu
Sam GYIMAH/Ian Liddell-Grainger
Carina HÄGG
Sabir HAJIYEV
Mike HANCOCK
Margus HANSON
Davit HARUTYUNYAN*
Håkon HAUGLI/Anette
Trettebergstuen
Norbert HAUPERT

Olha HERASYM'YUK
Andres HERKEL/Indrek Saar
Serhiy HOLOVATY
Jim HOOD
Joachim HÖRSTER
Anette HÜBINGER
Andrej HUNKO
Susanna HUOVINEN
Ali HUSEYNLI*
Rafael HUSEYNOV*
Shpëtim IDRIZI/Kastriot Islami
Željko IVANJI
Igor IVANOVSKI*
Tadeusz IWINSKI*
Denis JACQUAT/ Rudy Salles
Michael Aastrup JENSEN*
Mogens JENSEN*
Mats JOHANSSON
Birkir Jón JÓNSSON
Armand JUNG*
Antti KAIKKONEN/Sirkka-Liisa Anttila
Stanislaw KALEMBA/Marek Wikinski
Ferenc KALMÁR*
Tülin Erkal KARA*
Karol KARSKI*
Michail KATRINIS/Liana Kanelli
Burhan KAYATÜRK*
Jan KAZMIERCZAK*
Haluk KOÇ
Konstantin KOSACHEV
Tiny KOX
Borjana KRIŠTO
Václav KUBATA*
Pavol KUBOVIC
Jean-Pierre KUCHEIDA/Frédéric
Reiss
Dalia KUODYTE/Egidijus Vareikis
Athina KYRIAKIDOU
Darja LAVTIŽAR-BEBLER
Jean-Paul LECOQ*
Harald LEIBRECHT*
Terry LEYDEN
Yuliya LIOVOCHKINA
Dariusz LIPINSKI*
François LONCLE*
Younal LOUTFI
Saša MAGAZINOVIC
Philippe MAHOUX*
Theo MAISSEN
Gennaro MALGIERI/Giuseppe Galati
Nicole MANZONE-SAQUET
Pietro MARCENARO
Milica MARKOVIC
Muriel MARLAND-MILITELLO*
Dick MARTY
Jean-Pierre MASSERET/Christine
Marin
Meritxell MATEU PI
Pirkko MATTILA
Frano MATUŠIC
Sir Alan MEALE
Ermira MEHMETI DEVAJA*
Evangelos MEIMARAKIS
Ivan MELNIKOV/Sergey Egorov
Assunta MELONI/Pier Marino
Mularoni
Nursuna MEMECAN
José MENDES BOTA
Dragoljub MICUNOVIC*
Jean-Claude MIGNON
Dangute MIKUTIENE
Akaki MINASHVILI*
Krasimir MINCHEV*
Andrey MOLCHANOV/Vladimir
Zhidkikh
Patrick MORIAU

Juan MOSCOSO DEL PRADO
HERNÁNDEZ*
Lilja MÓSESDÓTTIR*
João Bosco MOTA AMARAL
Alejandro MUÑOZ ALONSO
Felix MÜRI/Maximilian Reimann
Philippe NACHBAR*
Adrian NASTASE
Gebhard NEGELE
Pasquale NESSA
Fritz NEUGEBAUER/Edgar Mayer
Emma NICHOLSON
Cora VAN NIEUWENHUIZEN
Tomislav NIKOLIC*
Aleksandar NIKOLOSKI*
Miroslawa NYKIEL*
Carina OHLSSON
Joseph O'REILLY
Sandra OSBORNE*
Liliana PALIHOVICI
Vassiliki PAPANDREOU
Valery PARFENOV
Ganira PASHAYEVA*
Peter PELEGRINI
Lajla PERNASKA
Claire PERRY/Roger Gale
Marijana PETIR*
Johannes PFLUG/Annette Groth
Viktor PLESKACHEVSKIY*
Alexander POCHINOK
Ivan POPESCU
Gabriëlle POPKEN/ Peter van Dijk
Marietta de POURBAIX-LUNDIN
Christos POURGOURIDES*
Cezar Florin PREDA
John PRESCOTT
Jakob PRESECNİK
Gabino PUCHE RODRÍGUEZ-ACOSTA
Milorad PUPOVAC/ Gvozden Srecko
Flego
Valeriy PYSARENKO/Volodymyr
Pylypenko
Carmen QUINTANILLA BARBA*
Valentina RADULOVIC-ŠČEPANOVIC
Mailis REPS*
Andrea RIGONI*
François ROCHEBLOINE
Maria de Belém ROSEIRA
René ROUQUET
Marlene RUPPRECHT*
Iilir RUSMALI
Armen RUŠTAMYAN
Branko RUŽIC*
Volodymyr RYBAK/Oleksiy Plotnikov
Rovshan RZAYEV*
Joan SABATÉ BORRÁS*
Džavid ŠABOVIC/Ervin Spahic
Giacomo SANTINI *
Giuseppe SARO
Manuel SARRAZIN*
Kimmo SASI
Stefan SCHENNACH/Christoph
Hagen
Marina SCHUSTER
Samad SEYIDOV*
Jim SHERIDAN
Mykola SHERSHUN*
Ladislav SKOPAL
Leonid SLUTSKY
Anna SOBECKA*
Serhiy SOBOLEV
Maria STAVROSITU
Aruna STIRBLYTE/Birute Vesaite
Yanaki STOILOV
Fiorenzo STOLFI*
Christoph STRÄSSER

Karin STRENZ
Michal STULIGROSZ*
Doris STUMP
Valeriy SUDARENKOV
Björn von SYDOW
Petro SYMONENKO*
Vilmos SZABÓ*
Melinda SZÉKYNÉ SZTRÉMI*
Chiora TAKTAKISHVILI*
Giorgui TARGAMADZÉ*
Vyacheslav TIMCHENKO*
Dragan TODOROVIC
Lord John E. TOMLINSON
Latchezar TOSHEV
Petré TSISKARISHVILI*
Mihai TUDOSE/Florin Iordache
Ahmet Kutalmis TÜRKEŞ
Tugrul TÜRKEŞ
Konstantinos
TZAVARAS/Konstantinos Aivaliotis
Tomáš ÚLEHLA*
Ilyas UMAKHANOV*
Giuseppe VALENTINO*
Miltiadis VARVITSIOTIS
Stefaan VERCAMER*
Peter VERLIC/Zmago Jelincic
Plemeniti
Anne-Mari VIROLAINEN
Luigi VITALI
Luca VOLONTÈ
Vladimir VORONIN*
Konstantinos VRETTOS
Klaas de VRIES
Nataša VUCKOVIC*
Dmitry VYATKIN*
Piotr WACH
Johann WADEPHUL
Robert WALTER*
Katrin WERNER*
Renate WOHLWEND/Leander
Schädler
Michal WOJTCZAK/Janusz Rachon
Karin S. WOLDSETH/Geir Pollestad
Gisela WURM
Jordi XUCLÀ i COSTA
Karl ZELLER/ Italo Bocchino
Kostiantyn ZHEVAHO
Emanuelis ZINGERIS
Guennady ZIUGANOV/Oleg Lebedev
Naira ZOHRABYAN
Siège vacant, Bosnie-Herzégovine*
Siège vacant, Chypre*
Siège vacant, Turquie*
EGALEMENT PRÉSENTS
Représentants et Suppléants non
autorisés à voter :
Francine JOHN-CALAME
Elvira KOVÁCS
Kerstin LUNDGREN
Liliane MAURY PASQUIER
Maureen O'SULLIVAN
Jaana PELKONEN
Paul-Eerik RUMMO
Ismo SOUKOLA
Observateurs:
Rachel ADATTO
Humberto AGUILAR CORONADO
Sladan ĆOSIĆ
Arieh ELDAD
Ildefonso GUAJARDO VILLARREAL
Hervé Pierre GUILLLOT
Valentin GUZMÁN SOTO
Bruce HYER
Carlos JIMÉNEZ MACÍAS
Massimo PACETTI
Yeidckol POLEVNSKY GURWITZ

Francisco Arturo VEGA DE LA
MADRID
Partenaires pour la démocratie:
Fatiha LAYADI
Représentants de la communauté
chypriote turque
(Conformément à la Résolution 1376
(2004) de l'Assemblée
parlementaire):
Ahmet ETI

